



Société anonyme à conseil d'administration au capital de 96.605,73 €
Siège social : 9 rue Jacquard – 93310 Le Pré Saint-Gervais
RCS Bobigny 484 922 778

RAPPORT ANNUEL

2019/2020

(Exercice clos au 30 septembre 2020)

Le présent rapport annuel porte sur l'exercice clos le 30 septembre 2020 et est établi conformément aux dispositions des articles L.225-100-1 et L. 225-211 alinéa 2 du Code de commerce ainsi que du paragraphe 4.2 des Règles de marché d'Euronext Growth. Il a été diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF. Il est notamment disponible sur le site de notre société : bourse.vente-unique.com.

Attestation de responsabilité

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour l'exercice écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport annuel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des événements importants survenus au cours de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes auxquelles elle est confrontée.

Fait à Paris, le 29 janvier 2021

Hervé GIAOUI

Président du Conseil d'administration VENTE-UNIQUE.COM

SOMMAIRE

Rapport d'activité sur les comptes IFRS	Page 4
Comptes IFRS	Page 13
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes IFRS	Page 47
Rapport de gestion sur les comptes sociaux	Page 51
Comptes sociaux	Page 72
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes sociaux	Page 93

Rapport d'activité sur les comptes IFRS

(Exercice clos au 30 septembre 2020)

I. Situation de la Société durant l'exercice écoulé

Créée en 2006, Vente-Unique.com est un e-commerçant français, spécialisé dans la vente de meubles et d'équipements de la maison à prix accessibles (ci-après la « **Société** » ou « **Vente-Unique** »). La Société est dirigée par Sacha Vigna en qualité de Directeur général depuis sa création.

Pionnière des pure-players sur son marché domestique, la Société a su profiter de cet avantage pour alimenter la croissance soutenue de son chiffre d'affaires sans pour autant sacrifier la rentabilité sur l'autel des volumes. Par son chiffre d'affaires, Vente-Unique.com est ainsi un acteur majeur des pure-players de la distribution de meubles et de décoration sur le marché européen.

Forte d'environ 8 000 références actives, la gamme de produits offerte par la Société est vaste. Proposant de manière permanente un large choix de meubles pour le salon, la chambre, la salle-de-bains ou encore le jardin, l'offre de Vente-Unique.com couvre une large partie des univers de l'habitat.

La société dépasse pour la première fois la barre des 100 millions d'euros de chiffre d'affaires, en s'élevant à 118,9 M€, au terme d'un exercice en croissance de +24%, supérieur à l'objectif relevé à plusieurs reprises, d'une progression de 20% du chiffre d'affaires. Cette progression permet à Vente-unique.com d'enregistrer un 9^{ème} exercice consécutif de croissance à deux chiffres.

Les 3 régions où la Société opère affichent des progressions solides :

- En France (66,5 M€), Vente-unique.com affiche une croissance de +19%, portée par des gains de parts de marché sur les acteurs de la distribution traditionnelle en difficulté.
- L'Europe du Nord et de l'Est (35,6 M€) affiche toujours la plus forte performance commerciale avec une hausse de +42%.
- L'Europe du Sud (16,8 M€), malgré l'impact important de la crise sanitaire, est en croissance de +11%.

La Société a ainsi poursuivi son déploiement européen avec une part des facturations hors France qui atteint 44% sur l'exercice, en hausse de 2 points sur un an.

L'évolution de la ventilation du chiffre d'affaires par nature est donnée ci-après :

En Milliers d'Euros	30/09/2020	30/09/2019	Variation
Vente de marchandises	99 362	79 206	20 156
Prestations de livraisons	18 037	14 863	3 175
Prestations parties liées	580	1 021	-440
Prestations facilités de paiement	724	548	175
Autres prestations	149	207	-58
Chiffre d'affaires	118 852	95 845	23 008

A. Evènements importants survenus au cours de l'exercice

• Impact de la crise sanitaire

Après un 1^{er} semestre en croissance modérée du fait de l'émergence de la crise sanitaire (difficultés temporaires d'approvisionnement en Asie puis choc lié au 1^{er} confinement), le 2nd semestre a marqué une accélération très nette du mouvement déjà engagé de mutation du marché européen du meuble des magasins vers les acteurs du e-commerce. Vente-unique.com a ainsi vu son taux de croissance monter à plus de 40% sur toute la 2nde moitié de l'exercice. La forte accélération du chiffre d'affaires sur le second semestre s'est accompagnée d'une amélioration du taux de marge (+3,7 points) qui, alliée à une maîtrise des dépenses, a permis de délivrer un EBITDA de 7,1 M€ et un taux d'EBITDA de 10,5%.

	S1 2020	S2 2020	Variation S1	Variation S2
CA Total	51 480	67 372	5%	44%
Marge Brute	26 058	37 066	4%	55%
Taux de marge	50,6%	55,0%	-0,3	3,7
Dépenses	-23 680	-29 998	11%	45%
EBITDA *	2 378	7 067	-35%	120%
Taux d'EBITDA	4,6%	10,5%	-2,8	3,6

*EBITDA : résultat opérationnel courant + dotations nettes aux amortissements et dotations nettes aux provisions et dépréciations - reprises de provisions et dépréciations non utilisées

• Optimisation des activités logistiques

Cette accélération de la croissance a été rendue possible par la parfaite gestion des cycles d'approvisionnement et le succès de la nouvelle stratégie logistique. Pour rappel, après l'extension de la capacité de stockage de sa plateforme d'Amblainville (Oise), passée de 27 000 m² à 60 000 m², et l'optimisation de l'ensemble des process, Vente-unique.com a finalisé, durant l'été 2020, l'internalisation de la logistique au sein de sa maison-mère.

Ainsi, au 2^{ème} semestre 2020, la société a été capable d'absorber la forte accélération de la demande tout en améliorant sensiblement ses indicateurs de satisfaction client.

• Augmentation de capital liée à l'attribution d'actions gratuites

Par décision du conseil d'administration du 21 février 2018, il avait été décidé d'attribuer 113 442 actions gratuites aux salariés et/ou mandataires sociaux. Cette attribution est devenue définitive au terme d'une période d'acquisition d'une durée de deux ans, période pendant laquelle les bénéficiaires ne sont pas propriétaires des actions et des droits de vote qui s'y rattachent. A l'issue de ce délai, soit le 22 février 2020, les actions ont été définitivement attribuées à leurs bénéficiaires mais demeurent incessibles pendant une nouvelle durée de deux ans.

Il a ainsi été constaté que sur les 113 442 actions attribuées, 111 400 actions remplissent les conditions d'attribution définitive.

L'augmentation du capital social induite de 1 114,00€ a été réalisée en date du 24 février 2020 par prélèvement sur le compte de report à nouveau.

Rapport d'activité sur les comptes IFRS

- **Obtention d'un prêt garanti par l'état (PGE)**

La société a sollicité et obtenu un prêt garanti par l'Etat (PGE) de 2 M€.

II. Présentation des comptes

A. Compte de résultat

Les résultats annuels témoignent de la pertinence du modèle économique qui allie croissance et rentabilité. La croissance du chiffre d'affaires +24% s'est accompagnée d'une amélioration du taux de marge EBITDA qui s'élève à 7,9%. Le Résultat Opérationnel s'établit à 7,7 M€, en progression de 58%. Le bénéfice net est en hausse de 67% et se situe sur l'exercice à 4,7M€.

En Milliers d'Euros	30/09/2020	30/09/2019
Chiffre d'affaires	118 852	95 845
Prix de revient des ventes	-55 729	-46 866
MARGE BRUTE	63 123	48 978
Charges de personnel	-7 659	-6 508
Autres charges opérationnelles courantes	-47 379	-37 288
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	8 085	5 182
Autres produits et charges opérationnels	-345	-285
RESULTAT OPERATIONNEL	7 739	4 897
Intérêts et charges assimilées	-130	-84
Autres produits et charges financières	95	-173
RESULTAT FINANCIER	-35	-257
RESULTAT AVANT IMPÔT	7 704	4 640
Charges d'impôts	-3 010	-1 830
RESULTAT NET	4 694	2 810

- EBITDA Ajusté

	30/09/2020		30/09/2019	
	K€	% du CA	K€	% du CA
Chiffre d'affaires	118 852		95 845	
Prix de revient des ventes	-55 729	-46,9%	-46 866	-48,9%
Marge brute	63 123	53,1%	48 978	51,1%
Charges de personnel hors actions gratuites	-7 109	-6,0%	-6 118	-6,4%
Transport sur ventes	-17 878	-15,0%	-14 913	-15,6%
Marketing	-11 781	-9,9%	-9 425	-9,8%
Logistique	-8 304	-7,0%	-5 508	-5,7%
Frais généraux et taxes	-8 056	-6,8%	-5 782	-6,0%
EBITDA Ajusté	9 995	8,4%	7 232	7,5%
Actions gratuites	-550	-0,5%	-391	-0,4%
EBITDA	9 445	7,9%	6 842	7,1%
Dotations	-1 360	-1,1%	-1 660	-1,7%
Résultat Opérationnel Courant	8 085	6,8%	5 182	5,4%

L'EBITDA Ajusté (EBITDA retraité de la valorisation des actions gratuites) s'élève à 10 M€, soit 8,4% du chiffre d'affaires en progression de 2,8 M€ et de 0,9 points par rapport au dernier exercice.

- Marge Brute

En Milliers d'Euros	30/09/2020	30/09/2019
Chiffre d'affaires	118 852	95 845
Prix de revient des ventes	-55 729	-46 866
Marge brute	63 123	48 978
Taux de marge brute	53,1%	51,1%

La marge sur vente marchandises s'établit à 53,1% du chiffre d'affaires, en progression de 2,0 points par rapport au dernier exercice traduisant ainsi la parfaite maîtrise du *sourcing* et la volonté structurelle de la Société de ne pas privilégier la croissance au détriment des marges.

- Charges de personnel

En Milliers d'Euros	30/09/2020	30/09/2019
Salaires	4 065	3 836
Charges sociales	2 318	1 806
Participation des salariés	727	475
Actions gratuites	550	391
Total des frais de personnel	7 659	6 508

Les charges de personnels sont maîtrisées et s'élèvent à 6,4% du chiffre d'affaires total contre 6,8% en 2018-19.

- **Autres charges opérationnelles courantes**

En Milliers d'Euros	30/09/2020	30/09/2019	%CA 2020	%CA 2019
Transport sur ventes	17 878	14 913	15,0%	15,6%
Logistique	8 304	5 508	7,0%	5,7%
Marketing	11 781	9 425	9,9%	9,8%
Frais généraux et taxes	8 056	5 782	6,8%	6,0%
Dotations aux amortissement	1 207	720	1,0%	0,8%
Dotations aux provisions	154	939	0,1%	1,0%
Total des autres charges opérationnelles courantes	47 379	37 288	39,9%	38,9%

La Société contrôle l'ensemble de ses coûts opérationnels et maintient un niveau de dépenses marketing inférieur à 10% du chiffre d'affaires. Les frais logistiques représentent 7% du chiffre d'affaires contre 5,7% sur l'exercice précédent. Le surcoût de l'internalisation de la logistique est compensé par des gains sur la marge produit et un meilleur taux de satisfaction client.

- **Autres produits et charges opérationnels**

Les autres produits et charges opérationnels se décomposent comme suit :

En Milliers d'Euros	30/09/2020	30/09/2019
Surcoûts internalisation de la logistique	-103	
Surcoûts extension entrepôt Amblainville		-226
Coûts incrémentaux de la crise sanitaire	-165	
Autres charges et produits non récurrents	-77	-59
Total des autres produits et charges opérationnels	-345	-285

Les surcoûts liés à l'internalisation de la logistique ainsi que les coûts incrémentaux de la crise sanitaire (prime Lemaire, équipements) ont été comptabilisés en autres produits et charges opérationnels.

- **Résultat Financier**

En Milliers d'Euros	30/09/2020	30/09/2019
Intérêts et charges assimilées	-130	-84
Autres produits et charges financières	95	-173
RESULTAT FINANCIER	-35	-257

La hausse des intérêts et charges assimilées est principalement expliquée par l'application de la norme IFRS 16 (28 K€).

Les autres produits et charges financières sont essentiellement composés de gains de change. La progression des autres produits et charges financières est liée à l'évolution du cours des devises.

- **Résultat net**

Le résultat net est en progression de 1,9 M€ par rapport à l'exercice précédent et s'établit à 4,7 M€ au 30/09/2020.

B. Tableau des Flux de Trésorerie

En Milliers d'Euros	30/09/2020	30/09/2019	Variation
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE			
RESULTAT NET	4 694	2 810	1 884
Dotations aux amortissements	1 207	720	487
Variation des provisions	45	33	13
Impôts différés	-61	-6	-55
Produits et charges sans contrepartie en trésorerie	484	391	93
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	6 369	3 948	2 421
Variation du besoin en fonds de roulement	4 298	-1 669	5 967
Flux net de trésorerie généré par l'activité	10 667	2 279	8 388
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisition d'immobilisations	-1 478	-1 606	129
Cessions d'immobilisations	94	20	74
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 384	-1 586	203
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Dividendes versés	-1 518	-1 424	-94
Souscription d'emprunts	2 000	710	1 290
Remboursements d'emprunts	-765	-586	-179
Rachat des actions propres	-499	175	-675
Variation des comptes courants	-895	-450	-445
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-1 677	-1 575	-102
Variation nette de la trésorerie	7 607	-882	8 489
Trésorerie nette en début d'exercice	10 388	11 270	-882
Trésorerie nette à la fin de l'exercice	17 995	10 388	7 607

La trésorerie nette à la fin de l'exercice s'élève à 18 M€ et progresse de 7,6 M€ par rapport à l'exercice précédent.

La Marge Brute d'autofinancement générée au cours de l'exercice s'élève à 6,4 M€ (+61%) tandis que le BFR est ressorti en une baisse de -4,3 M€ (impact de l'accélération de la croissance en fin d'exercice sur les produits constatés d'avances et les dettes fiscales et sociales).

Les investissements sont restés maîtrisés à 1,4 M€ et les flux de trésorerie liés aux opérations de financement à -1,7 M€, dont -1,5 M€ de versement de dividendes, +1,3 M€ de variation nette d'emprunts (dont souscription d'un prêt garanti par l'Etat pour 2 M€), -0,9 M€ de variation de comptes courants et -0,5 M€ de rachat d'actions.

III. Evènements importants survenus depuis le début de l'exercice en cours

La poursuite de l'épidémie de Covid 19 a conduit le Gouvernement à mettre en place un second confinement à compter du 29 octobre 2020 ce qui a amené Vente-unique.com à prendre des mesures de télétravail partiel pour protéger ses salariés. Dans ce contexte, les premières semaines de l'exercice ouvert au 1er octobre 2020 ont témoigné d'une poursuite de la très bonne dynamique commerciale, sur un rythme sensiblement supérieur à celui du 2nd semestre 2019-2020.

IV. Evolution prévisible de la Société

Vente-unique.com se fixe comme objectif de maintenir durablement un rythme de croissance supérieur à 10% par an, une marge d'Ebitda ajusté exemplaire et une génération de trésorerie permettant d'assurer un rendement régulier à ses actionnaires.

Comptes IFRS

(Exercice clos au 30 septembre 2020)

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE AU 30 SEPTEMBRE 2020

COMPTE DE RESULTAT

En Milliers d'Euros	Notes	30/09/2020	30/09/2019
Chiffre d'affaires	6.11	118 852	95 845
Prix de revient des ventes		-55 729	-46 866
MARGE BRUTE	6.12	63 123	48 978
Charges de personnel	6.13	-7 659	-6 508
Autres charges opérationnelles courantes	6.14	-47 379	-37 288
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		8 085	5 182
Autres produits et charges opérationnels	6.15	-345	-285
RESULTAT OPERATIONNEL		7 739	4 897
Intérêts et charges assimilées	6.16	-130	-84
Autres produits et charges financières		95	-173
RESULTAT FINANCIER		-35	-257
RESULTAT AVANT IMPÔT		7 704	4 640
Charges d'impôts	6.17	-3 010	-1 830
RESULTAT NET		4 694	2 810
		-	-
Résultat de base par action, en euros			
Résultat net des activités poursuivies par action		0,49	0,29
Résultat net des activités abandonnées par action			
Résultat net part du Groupe par action		0,49	0,29
Résultat dilué par action, en euros			
Résultat net des activités poursuivies par action		0,49	0,29
Résultat net des activités abandonnées par action			
Résultat net part du Groupe par action		0,49	0,29

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

En Milliers d'Euros	30/09/2020	30/09/2019
Résultat net de l'exercice	4 694	2 810
Ecart de conversion	-	-
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres, non transférables en compte de résultat	-	-
Plus/moins value sur actions propres	-66	
Palements fondés sur des actions	550	391
Ecart actuariel sur les provisions d'indemnités de fin de carrière	35	-67
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres, transférables en compte de résultat	519	324
Autres éléments du résultat global	519	324
Résultat global - part du Groupe	5 213	3 134

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Nombres d'actions	Capital	Titres auto-détenus	Réserves	Résultat global comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres – part du groupe	Capitaux – propres – part des Minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux propres clôture au 30 septembre 2018 en normes IFRS	9 441 905	94	-483	10 831	3 002	13 444	-	13 444
Opérations sur capital	107 268	1		-1		-		-
Palements fondés sur des actions					391	391		391
Opérations sur titres auto-détenus			175			175		175
Dividendes					-1 424	-1 424		-1 424
Résultat net de l'exercice au 30 septembre 2019					2 810	2 810		2 810
Résultat global comptabilisés directement en capitaux propres					-67	-67		-67
Affectation de résultat				1 578	-1 578	-		-
Capitaux propres clôture au 30 septembre 2019 en normes IFRS	9 549 173	95	-307	12 408	3 134	15 329	-	15 329
Opérations sur capital	111 400	1		-1		-		-
Palements fondés sur des actions					550	550		550
Opérations sur titres auto-détenus			-499			-499		-499
Dividendes					-1 518	-1 518		-1 518
Résultat net de l'exercice au 30 septembre 2020					4 694	4 694		4 694
Résultat global comptabilisés directement en capitaux propres					-31	-31		-31
Affectation de résultat				1 616	-1 616	-		-
Capitaux propres clôture au 30 septembre 2020 en normes IFRS	9 660 573	97	-806	14 023	5 213	18 525	-	18 525

ACTIF

En Milliers d'Euros	Notes	30/09/2020	30/09/2019
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations incorporelles	6.1	1 577	1 274
Immobilisations corporelles	6.2	2 139	1 919
Droit d'utilisation	6.3	1 424	-
Actifs financiers non courants	6.4	1 383	1 449
Actifs d'impôts différés	6.5	203	157
Total des actifs non courants		6 726	4 799
ACTIFS COURANTS			
Stocks	6.6	18 879	17 397
Créances clients et comptes rattachés	6.7	4 991	5 474
Autres créances	6.7	2 884	1 423
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.18.1	17 995	10 388
Total des actifs courants		44 750	34 683
TOTAL ACTIF		51 476	39 482

PASSIF

En Milliers d'Euros	Notes	30/09/2020	30/09/2019
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	6.8	97	95
Réserves liées au capital		13 734	12 423
Résultat net part du Groupe		4 694	2 810
CAPITAUX PROPRES		18 525	15 329
PASSIFS NON COURANTS			
Provisions non courantes	6.9	282	286
Dettes financières à long terme	6.10	1 875	1 387
Dette locative long terme	6.10	2 122	-
Total des passifs non courants		4 279	1 673
PASSIFS COURANTS			
Emprunts et dettes financières à court terme	6.10	363	658
Dette locative court terme	6.10	623	
Autres passifs financiers courants	6.10	-	-
Dettes fournisseurs	6.18.3	15 971	14 852
Dettes fiscales et sociales	6.18.3	6 098	3 039
Autres passifs courants	6.18.3	5 617	3 932
Total des passifs courants		28 673	22 480
TOTAL PASSIF		51 476	39 482

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En Milliers d'Euros	Notes	30/09/2020 (12 mois)	30/09/2019 (12 mois)
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE			
RESULTAT NET		4 694	2 810
Dotations aux amortissements	6.1 / 6.2 / 6.3	1 207	720
Variation des provisions	6.9	45	33
Impôts différés	6.5	-61	-6
Produits et charges sans contrepartie en trésorerie	6.18.2	484	391
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT		6 369	3 948
Variation du besoin en fonds de roulement	6.18.3	4 298	-1 669
Flux net de trésorerie généré par l'activité		10 667	2 279
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisition d'immobilisations	6.18.4	-1 478	-1 606
Cessions d'immobilisations	6.18.4	94	20
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-1 384	-1 586
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Dividendes versés	6.8.2	-1 518	-1 424
Dividendes en attente de règlement	6.8.2		
Souscription d'emprunts	6.10	2 000	710
Remboursements d'emprunts	6.10	-765	-586
Augmentation des capitaux propres			-
Rachat des actions propres	6.8.3	-499	175
Variation des comptes courants	6.18.5	-895	-450
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-1 677	-1 575
Variation nette de la trésorerie		7 607	-882
Trésorerie nette en début d'exercice	6.18.1	10 388	11 270
Trésorerie nette à la fin de l'exercice	6.18.1	17 995	10 388

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS pour l'exercice clos au 30 septembre 2020

NOTE 1 : INFORMATIONS GENERALES	19	6.11. CHIFFRE D'AFFAIRES	38
NOTE 2 : FAITS MARQUANTS	19	6.12. MARGE BRUTE	39
NOTE 3 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	20	6.13. CHARGES DE PERSONNEL	39
NOTE 4 : PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	20	6.14. AUTRES CHARGES OPERATIONNELLES COURANTES	39
NOTE 5 : 1^{ERE} APPLICATION DE LA NORME IFRS 16 – LOCATIONS	21	6.15. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	40
NOTE 6 : COMMENTAIRE SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT	24	6.16. RESULTAT FINANCIER	40
6.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	24	6.17. IMPOTS SUR LES BENEFICES ET DIFFERES	41
6.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	25	6.17.1. DECOMPOSITION DE LA CHARGE D'IMPOT	41
6.2.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	25	6.17.2. RATIONALISATION DE LA CHARGE D'IMPOT	41
6.2.2. CONTRATS DE LOCATION	27	6.18. NOTE ANNEXE AU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE NETTE DE VENTE UNIQUE.COM	42
6.3. DROIT D'UTILISATION	28	6.18.1. CALCUL DE LA TRESORERIE (EN K€)	42
6.4. AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	29	6.18.2. PRODUITS ET CHARGES SANS CONTREPARTIE DE TRESORERIE	42
6.5. IMPOTS DIFFERES ACTIF	29	6.18.3. FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	43
6.6. STOCKS	30	6.18.4. FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES INVESTISSEMENTS	43
6.7. CREANCES	31	6.18.5. FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DU FINANCEMENT	43
6.8. CAPITAUX PROPRES	31	6.19. RESULTAT PAR ACTION	44
6.8.1. CAPITAL	31	6.20. TAUX DE CONVERSION	44
6.8.2. DIVIDENDES	31	6.21. ENGAGEMENTS HORS BILAN	45
6.8.3. ACTIONS PROPRES	32	6.22. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	45
6.8.4. PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS	32	6.23. EFFECTIFS :	45
6.9. PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES	33	6.24. IDENTITE DE LA SOCIETE MERE CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE	45
6.9.1. PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS	33	6.25. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES	46
6.9.2. INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE	33	6.25.1. ENTREPRISES ASSOCIEES	46
6.10. DETTES FINANCIERES	35	6.25.2. REMUNERATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS	46
6.10.1. ECHEANCIER DES DETTES FINANCIERES	36		
6.10.2. TABLEAU DE VARIATION DES DETTES FINANCIERES	37		
6.10.3. SENSIBILITE	37		

Note 1 : Informations générales

La société Vente unique.com commercialise des produits d'aménagement de la maison à travers ses sites internet (France, Espagne, Allemagne, Belgique, Suisse, Autriche, Luxembourg, Italie, Pays-Bas, Portugal et Pologne)

VENTE UNIQUE.COM, est une société anonyme de droit français à Conseil d'Administration, dont le siège social est situé 9/11 rue Jacquard, 93315 Le Pré Saint Gervais. La société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 484 922 778 RCS Paris et est cotée à Euronext Growth.

Les états financiers au 30 septembre 2020 reflètent la situation comptable de VENTE UNIQUE.COM.

Les états financiers de l'exercice clos au 30 septembre 2020 ont été présentés au Conseil d'Administration en date du 28 janvier 2021 qui a autorisé leur publication.

Note 2 : Faits marquants

- **Impact de la crise sanitaire**

Après un 1^{er} semestre en croissance modérée du fait de l'émergence de la crise sanitaire (difficultés temporaires d'approvisionnement en Asie puis choc lié au 1^{er} confinement), le 2nd semestre a marqué une accélération très nette du mouvement déjà engagé de mutation du marché européen du meuble des magasins vers les acteurs du e-commerce. Vente-unique.com a ainsi vu son taux de croissance monter à plus de 40% sur toute la seconde moitié de l'exercice.

- **Optimisation des activités logistiques**

Cette accélération de la croissance a été rendue possible par la parfaite gestion des cycles d'approvisionnement et le succès de la nouvelle stratégie logistique. Pour rappel, après l'extension de la capacité de stockage de sa plateforme d'Amblainville (Oise), passée, pour Vente-Unique.com, de 27 000 m² à 60 000 m², et l'optimisation de l'ensemble des process, Vente-unique.com a finalisé, durant l'été 2020, l'internalisation de la logistique au sein de sa maison-mère.

Ainsi, au 2^{ème} semestre 2020, la société a été capable d'absorber la forte accélération de la demande tout en améliorant sensiblement ses indicateurs de satisfaction client.

- **Augmentation de capital liée à l'attribution d'actions gratuites**

Par décision du conseil d'administration du 21 février 2018, il avait été décidé d'attribuer 113 442 actions gratuites aux salariés et/ou mandataires sociaux. Cette attribution est devenue définitive au terme d'une période d'acquisition d'une durée de deux ans, période pendant laquelle les bénéficiaires ne sont pas propriétaires des actions et des droits de vote qui s'y rattachent. A l'issue de ce délai, soit le 22 février 2020, les actions ont été définitivement attribuées à leurs bénéficiaires mais demeurent incessibles pendant une nouvelle durée de deux ans.

Il a ainsi été constaté que sur les 113 442 actions attribuées, 111 400 actions remplissent les conditions d'attribution définitive.

L'augmentation du capital social induite de 1 114,00€ a été réalisée en date du 24 février 2020 par prélèvement sur le compte de report à nouveau.

- **Obtention d'un prêt garanti par l'état (PGE)**

La société a sollicité et obtenu un prêt garanti par l'Etat (PGE) de 2 M€.

Note 3 : Evènements postérieurs à la clôture

La poursuite de l'épidémie de Covid 19 a conduit le Gouvernement à mettre en place un second confinement à compter du 29 octobre 2020 ce qui a amené Vente-unique.com à prendre des mesures de télétravail partiel pour protéger ses salariés. Dans ce contexte, les premières semaines de l'exercice ouvert au 1er octobre 2020 ont témoigné d'une poursuite de la très bonne dynamique commerciale, sur un rythme sensiblement supérieur à celui du 2nd semestre 2019-2020.

Note 4 : Principes et méthodes comptables

Les états financiers au 30 septembre 2020 sont établis suivant les principes et méthodes comptables identiques à ceux appliqués au 30 septembre 2019.

Les états financiers et les notes sont présentés en milliers d'€ (K€), sauf indication contraire.

a. Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et applicables au 1^{er} janvier 2019

- la norme IFRS 16 – Locations qui établit le modèle de comptabilisation des contrats de location et qui remplace la norme IAS 17 – Contrats de location et les interprétations IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27 ;
- l'amendement de la norme IFRS 9 – Instruments financiers relative aux clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative ;
- les amendements de la norme IAS 28 relative aux intérêts à long terme dans des entreprises associées et des co-entreprises ;
- les amendements de la norme IAS 19 relative aux modifications, réductions ou liquidations de régimes à prestations définies ;
- les amendements issus de la procédure annuelle d'amélioration des IFRS 2015 - 2017 concernant les normes IAS 12, IAS 23, IFRS 3 et IFRS 11 ;
- l'interprétation IFRIC 23 – Incertitude relative aux traitements fiscaux.

Les bases de préparation et l'impact de la première application au 1^{er} janvier 2019 de la norme IFRS 16 sont présentés en Note 5 – 1^{ère} application de la norme IFRS 16 – Locations.

La première application de l'interprétation IFRIC 23 n'a pas eu d'impact sur les comptes IFRS de la société.

Les autres amendements de normes n'ont pas eu d'impact sur les comptes clos au 30 septembre 2020.

b. Normes, amendements et interprétations non encore adoptés par l'Union européenne

Les normes et amendements non encore adoptés par l'Union européenne sont :

- les amendements aux normes IAS 1 et IAS 8, relatives à la modification de la définition du terme « significatif », d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2020, selon l'IASB ;
- les amendements à la norme IFRS 3, relative à la définition d'une entreprise, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2020, selon l'IASB ;

Comptes IFRS

- la modification des références au cadre conceptuel dans les normes, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2020, selon l'IASB.

Estimations et Hypothèses

Pour préparer les informations financières conformément aux principes comptables généralement admis, la Direction de la société doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent, d'une part, les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif ainsi que les informations fournies sur les actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et, d'autre part, les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice.

La Direction de la société revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que sur celle de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Des changements de faits et circonstances économiques et financières peuvent amener la société à revoir ses estimations.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent :

- la valeur recouvrable des actifs incorporels et corporels ainsi que leur durée d'utilité (Cf note 6.1 et 6.2),
- les stocks (Cf note 6.6),
- les actifs d'impôts différés (Cf note 6.5),
- le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité (Cf note 6.9),
- la valorisation des engagements de retraite (Cf note 6.9.2).

La société utilise notamment des hypothèses de taux d'actualisation, basées sur des données de marché, afin d'estimer ses actifs et passifs à long terme (Engagement de retraite notamment).

Ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles utilisées.

Note 5 : 1^{ère} application de la norme IFRS 16 – Locations

Vente-Unique a choisi d'appliquer la méthode dite « rétrospective simplifiée » consistant à enregistrer l'effet cumulatif de l'application initiale sur les capitaux propres d'ouverture dans ses comptes et sans retraitement de l'information comparative.

Par ailleurs :

- a) En vertu des exemptions autorisées, Vente-Unique a choisi d'appliquer la norme IFRS 16 à l'ensemble de ses contrats de location, à l'exception :
 - des contrats de location à court terme, dont la durée initiale est égale ou inférieure à 12 mois des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur, considérant la valeur du bien à l'état neuf ; et
 - de la part variable de loyer qui, par définition, ne peut être considérée ferme et constituer un passif sur contrats de location à reconnaître dans l'état de la situation financière.
- b) Lorsque certains contrats contiennent une part explicitement identifiable relative à des prestations de services ne rentrant pas dans la définition d'une location, cette part est comptabilisée en charges opérationnelles courantes conformément à sa nature de coûts.

Comptes IFRS

De par son activité, la société détient essentiellement des contrats de locations immobilières. L'application de cette norme consiste, pour tout contrat de location concerné, à reconnaître dans l'État de la situation financière à la date de début du contrat de location :

- un passif sur contrats de location, correspondant à la valeur actualisée des paiements de loyers fixes futurs relatifs à la durée estimée du contrat de location. Ce passif est présenté séparément pour sa part courante et sa part non - courante. Les loyers fixes futurs n'incluent par contre pas la réévaluation éventuelle de loyer correspondant à un index ou un taux de croissance contractuellement établi. Ils peuvent cependant inclure la valeur d'une option d'achat lorsque Vente-Unique est raisonnablement certaine d'exercer de telles options. En outre, les paiements fixes incluent la déduction des éventuels avantages incitatifs à la location à recevoir à la date de début du contrat de location ;
- un droit d'utilisation sur contrats de location, correspondant à la valeur du passif sur contrats de location diminuée des avantages incitatifs à la location reçus du bailleur, et augmentée de loyers payés d'avance des coûts directs initiaux.

Après la date de début du contrat de location et à chaque clôture comptable, les passifs et droits d'utilisation sur lesdits contrats font l'objet de réévaluation en fonction des caractéristiques retenues, à savoir :

a) pour les droits d'utilisation :

- d'une diminution reflétant l'amortissement linéaire sur la durée du contrat de location, en contrepartie d'une charge d'amortissement des droits d'utilisation sur contrats de location dans le résultat opérationnel courant du compte de résultat,
- d'une diminution reflétant une éventuelle perte de valeur du droit d'utilisation sur contrats de location, en contrepartie des autres produits et charges opérationnels non courants du compte de résultat,
- d'une augmentation reflétant la mise à jour de la période d'un index ou taux de croissance du loyer, si applicable, et ce, en contrepartie du passif sur contrats de location dans l'état de la situation financière consolidée,
- d'une augmentation ou une diminution reflétant une réestimation des paiements de loyers futurs à la suite d'un changement d'estimation dans la durée de location, en contrepartie du passif sur contrats de location dans l'état de la situation financière consolidée.

b) pour les passifs :

- d'une augmentation reflétant la charge d'actualisation de la période en application du taux d'emprunt marginal appliqué au contrat de location, en contrepartie du compte de charge d'intérêt sur contrats de location,
- d'une diminution reflétant les paiements de loyers de la période, en contrepartie du compte de trésorerie et équivalents de trésorerie dans l'État de la situation financière consolidée,
- d'une augmentation reflétant la mise à jour de la période d'un index ou taux de croissance du loyer, si applicable, et ce, en contrepartie du droit d'utilisation sur contrats de location dans l'état de la situation financière consolidée,
- d'une augmentation ou une diminution reflétant une réestimation des paiements de loyers futurs à la suite d'un changement d'estimation dans la durée de location, en contrepartie du droit d'utilisation sur contrats de location dans l'état de la situation financière consolidée.

Dans l'estimation de la durée de ses contrats de location immobilière, la société Vente-Unique a appliqué des règles adaptées selon la nature du sous-jacent et les spécificités des contrats signés. Les

Comptes IFRS

éventuelles options de prolongation et de sortie ne sont prises en compte que lorsque la Société envisage avec une certitude raisonnable de les exercer.

La société étant basée en France, pour les baux commerciaux conclus (3-6-9), la société reconnaît comme durée exécutoire à la date de début du contrat de location une durée de 9 ans.

Par ailleurs, certains contrats de location comportent des clauses de tacite reconduction ou bien des durées indéfinies (contrats mobiliers principalement sur des matériels informatiques, de telecom). Pour ces contrats, la société est dans l'impossibilité de déterminer de manière fiable la durée de location estimée au-delà de son strict engagement contractuel et comptabilise par conséquent ces contrats sans prendre en compte aucune option de prolongation.

L'IFRIC IC a publié le 16 décembre 2019 sa décision portant sur les contrats de location tacitement renouvelables ou à durée non définie ou indéfinie comportant une clause de résiliation ainsi que le lien entre la durée d'amortissement des agencements indissociables du bien loué, et la durée d'un contrat de location. Compte tenu des difficultés d'application et de la situation sanitaire, la société est en cours d'analyse des impacts. Cela pourrait se traduire par un allongement de la durée de certains de ces contrats de location, en augmentant la valeur de leurs droits d'utilisation et de leurs passifs sur contrats de location, sans pour autant être significatif pour la Société.

La société a choisi d'appliquer le taux d'emprunt implicite à l'ensemble de ses contrats de location. Les taux d'actualisation sont déterminés à partir du taux implicite d'endettement de la société, par référence à la durée des contrats de location, à la prise en compte de la nature du sous-jacent et de l'environnement économique des filiales. Les taux ainsi calculés s'appliquent à la date d'entrée en vigueur de chaque contrat.

IFRS baux immobilier	Observation	Taux retenus
France	Taux implicite d'endettement	1,47%
IFRS baux mobilier	Observation	Taux retenus
France	Taux implicite d'endettement	2,29%

Au 1^{er} octobre 2019, il n'existe pas d'actif ou passif d'impôt différé au titre de la première application de la norme IFRS 16. En effet, la méthode de transition dite « rétrospective simplifiée » n'induit aucun impact dans les capitaux propres à ce titre.

Enfin, l'application de cette norme a également des répercussions dans le tableau de flux de trésorerie. Les paiements relatifs à la part variable des loyers, des charges locatives ainsi que les loyers des contrats de location à court terme ou de faible valeur et la part des intérêts sur remboursement des passifs sur contrats sont ainsi inclus dans les flux de trésorerie liés à l'activité. Les remboursements des passifs, pour la part de principal, sont quant à eux présentés flux nets liés aux opérations de financement.

Les impacts sont les suivants sur les états financiers :

- Impacts sur le résultat opérationnel courant : -12 K€
 - EBITDA : + 295 K€
 - Intérêts financiers : -28 K€
 - Amortissements : -280 K€
- Impacts sur le bilan au 30/09/2020 :
 - Actif : Droit d'utilisation : 1 424 K€
 - Passif : Dette locative : 1 436 K€

Comptes IFRS

Note 6 : Commentaire sur le bilan et le compte de résultat

6.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles « Leads » et « Opt'in » correspondent à des fichiers clients et permettent d'agrandir la clientèle potentielle et de démarcher de nouveaux clients. Ces immobilisations incorporelles sont amorties sur une durée de 5 ans, selon le mode linéaire.

S'il existe un ou plusieurs indices de perte de valeur identifiés par la direction, un test de dépréciation est réalisé.

Les pertes de valeurs éventuellement constatées lors des tests de dépréciation sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « autres produits et charges opérationnels non courants » incluse dans le résultat opérationnel de la société.

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'entrée et sont essentiellement constituées de logiciels et de site internet. Conformément à la norme IAS 38, ceux-ci sont évalués à leur coût et amortis sur leur durée d'utilité qui n'excède pas 3 ans.

Valeur brute	Fichiers clients Internet	Logiciel	TOTAL
Solde au 30/09/2018	3 592	1 671	5 263
Augmentation	265	488	753
Diminution	-20		-20
Solde au 30/09/2019	3 837	2 159	5 996
Augmentation	172	549	721
Diminution			-
Solde au 30/09/2020	4 009	2 707	6 716

Valeur amortissements et provisions	Fichiers clients Internet	Logiciel	TOTAL
Solde au 30/09/2018	3 187	1 215	4 402
Augmentation	177	142	319
Diminution			
Solde au 30/09/2019	3 364	1 357	4 722
Augmentation	207	210	418
Diminution			
Solde au 30/09/2020	3 572	1 568	5 139

Comptes IFRS

Valeur nette comptable	Fichiers clients Internet	Logiciel	TOTAL
Solde au 30/09/2018	405	456	861
Augmentation	88	345	433
Diminution	-20	-	-20
Solde au 30/09/2019	473	801	1 274
Augmentation	-35	338	303
Diminution	-	-	-
Solde au 30/09/2020	437	1 140	1 577

Les investissements d'immobilisations incorporelles de l'exercice s'élèvent à 721 K€ et sont constitués :

- d'acquisition de fichiers clients pour 172 K€ ; et
- d'acquisitions de logiciels pour 549 K€, dont 278 K€ de développements informatiques liés à la montée de version du site.

Les amortissements des fichiers clients internet comptabilisés à hauteur de 3 572 K€ au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 ont été calculés sur la durée d'utilité définie pour ces fichiers, soit 5 ans. Les fichiers clients comprennent des listes d'adresses mails qualifiées (CSP et habitudes de consommation de la clientèle) acquises à l'extérieur et qui contribuent à la génération du chiffre d'affaires du site Vente-Unique, à l'appui d'opérations marketing et commerciales ciblées. Les amortissements pratiqués relèvent d'une appréciation du Management qui considère que les fichiers concernés produisent des effets commerciaux qui s'atténueront au-delà de la 5^{ème} année.

6.2. Immobilisations corporelles

6.2.1. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles correspondent principalement aux installations générales, matériels, outillages, agencements, terrains, constructions et autres. Conformément à la norme IAS 16, elles sont évaluées au coût d'acquisition et amorties sur leur durée d'utilité estimée à l'acquisition et revue chaque année. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation. Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

Les dépenses relatives au remplacement ou renouvellement d'une composante d'immobilisation corporelle sont comptabilisées comme un actif distinct et, l'actif remplacé est éliminé.

Les coûts d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

La durée d'amortissement des différentes catégories d'immobilisations est fondée sur leurs durées d'utilité estimées, dont les principales sont les suivantes :

Rubriques de l'actif	Durée
Logiciels informatiques et droits similaires	1 à 3 ans
Site Internet	5 ans
Matériel et outillage industriels	5 ans
Agencements, aménagements, installations	6 à 10 ans
Matériel de transport	4 ans

Comptes IFRS

Matériel de bureau et informatique

3 à 10 ans

Mobilier

5 à 10 ans

Les valeurs résiduelles, si elles existent, sont revues chaque année. La valeur nette comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour le ramener à sa valeur recouvrable lorsque la valeur nette comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié, comme par exemple une fermeture planifiée, des réductions d'effectifs ou une révision à la baisse des perspectives de marchés ou de performances opérationnelles. Lorsque la valeur recouvrable de l'actif est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation de l'actif est comptabilisée.

Valeur brute	Installations techniques et matériels industriels	Autres installations, agencements, aménagements	Matériel de bureau, informatique, mobilier	TOTAL
Solde au 30/09/2018	56	2 754	541	3 351
Augmentation	92	712	48	853
Diminution				
Solde au 30/09/2019	148	3 466	590	4 204
Augmentation	-	624	105	729
Diminution				
Solde au 30/09/2020	148	4 090	695	4 933

Valeur amortissements	Installations techniques et matériels industriels	Autres installations, agencements, aménagements	Matériel de bureau, informatique, mobilier	TOTAL
Solde au 30/09/2018	44	1 330	511	1 885
Augmentation	16	352	33	401
Diminution				
Solde au 30/09/2019	60	1 682	544	2 285
Augmentation	18	457	33	509
Diminution				
Solde au 30/09/2020	78	2 139	577	2 794

Valeur nette comptable	Installations techniques et matériels industriels	Autres installations, agencements, aménagements	Matériel de bureau, informatique, mobilier	TOTAL
Solde au 30/09/2018	13	1 424	30	1 467
Augmentation	76	360	16	452
Diminution	-	-	-	-
Solde au 30/09/2019	89	1 784	46	1 919
Augmentation	-18	167	72	220
Diminution	-	-	-	-
Solde au 30/09/2020	71	1 951	118	2 139

Les investissements de l'exercice s'élèvent à 729 K€ et sont composés :

- d'agencements et aménagements pour 624 K€, dont 534 K€ d'aménagements de la plateforme logistique d'Amblainville ;
- de matériel de bureau, informatique, mobilier pour 105 K€ et dont l'essentiel est du matériel informatique.

6.2.2. Contrats de location

Il s'agit des biens financés par un contrat de location-financement pour lesquels la société supporte la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété des biens.

La qualification d'un contrat s'apprécie en application de la norme IAS 17. La valeur des biens ainsi financés figure à l'actif du bilan. Les dettes correspondantes sont inscrites en dettes financières au passif du bilan. Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre les charges financières et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière est répartie sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir le taux d'intérêt effectif.

L'activation de contrats de location-financement conduit à la constatation d'impôts différés le cas échéant. Les contrats de location qui ne confèrent pas à la société la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés en location simple. Les paiements effectués au titre des contrats sont comptabilisés en charges opérationnelles courantes de façon linéaire sur la durée des contrats.

Les plus-values générées par les cessions réalisées dans le cadre d'opération de cessions-bails sont constatées intégralement en résultat au moment de la cession lorsque le bail est qualifié de location simple et dans la mesure où l'opération a été effectuée à la juste valeur.

Tableau de suivi des contrats de crédits baux

Immobilisations financées par crédit-bail	Valeur brute	Valeur amortissements	Valeur nette comptable
Solde au 30/09/2018	1 574	355	1 219
Augmentation	710	276	433
Diminution			-
Solde au 30/09/2019	2 284	631	1 653
Augmentation	-	332	-332
Diminution			-
Solde au 30/09/2020	2 284	964	1 320

6.3. Droit d'utilisation

Conformément à IFRS16, les contrats de location sont comptabilisés en reconnaissant un actif « Droit d'utilisation » et un passif « Dette de location », que ce soit pour les contrats de location simple comme pour les contrats de location financement.

Valeur brute	Droit utilisation	TOTAL
Solde au 30/09/2019	-	-
Augmentation		
Autres variations	1 704	1 704
Diminution		
Solde au 30/09/2020	1 704	1 704

Valeur amortissements	Droit utilisation	TOTAL
Solde au 30/09/2019	-	-
Augmentation	280	280
Autres variations		
Diminution		
Solde au 30/09/2020	280	280

Valeur nette comptable	Droit utilisation	TOTAL
Solde au 30/09/2019	-	-
Augmentation	-280	-280
Autres variations	1 704	1 704
Diminution	-	-
Solde au 30/09/2020	1 424	1 424

Le principal retraitements lié à la première application de la norme IFRS 16 est relatif au loyer du siège de la Société.

6.4. Autres actifs financiers non courants

Conformément à IAS 17, les dépôts et cautionnements sont des sommes versées aux bailleurs et prestataires en garantie des loyers et prestations de services et sont comptabilisés à leur coût historique. La valeur de ces actifs est ajustée régulièrement lors de la révision des loyers.

Valeur nette comptable	Autres titres immobilisés	Dépôts et cautionnement	TOTAL
Solde au 30/09/2018	35	1 414	1 449
Augmentation	-	-	-
Diminution	-	-	-
Solde au 30/09/2019	35	1 414	1 449
Augmentation	-	28	28
Diminution	-	-94	-94
Solde au 30/09/2020	35	1 348	1 383

Les autres actifs financiers non courants n'ont pas fait l'objet d'amortissement ou de dépréciation.

6.5. Impôts différés actif

La charge d'impôt comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global.

Conformément à la norme IAS 12, les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable à concurrence des différences temporelles entre la base fiscale des actifs et passifs et leur base comptable dans les états financiers.

Aucun impôt différé n'est comptabilisé s'il naît de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif lié à une transaction, autre qu'un regroupement d'entreprises, qui au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable, ni le résultat fiscal.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôts.

Les impôts différés actifs ne sont reconnus que dans la mesure où la réalisation d'un bénéfice imposable futur, qui permettra d'imputer les différences temporelles, est probable dans les 5 années à venir sur la base des budgets établis à la fin du 1^{er} trimestre de l'exercice suivant.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés et font l'objet d'une compensation lorsqu'ils concernent une même entité fiscale et un même taux.

Comptes IFRS

La composition des impôts différés est la suivante :

En milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019
Décalage temporaire	79	74
Retraitement IFRS 9	39	
Retraitement IFRS 16	4	-
Provision engagement de retraite	82	83
Solde net d'impôt différé actif	203	157
<i>dont impact réserves</i>	<i>-14</i>	<i>27</i>
<i>dont impact résultat</i>	<i>61</i>	<i>6</i>

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués au taux d'impôt adopté ou quasi adopté à la date de chaque clôture et dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé pour chaque réglementation fiscale. Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et en autres éléments du résultat global et non dans le compte de résultat.

6.6. Stocks

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont comptabilisés à leur coût ou à leur valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure. Le coût d'acquisition est augmenté des frais d'approche (frais de transport, droits de douane et divers évalués de manière statistique...). Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans des conditions d'activité normales sous déduction des frais de commercialisation. Les stocks de marchandises sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré.

Une provision pour dépréciation est constatée en fonction des perspectives de vente, des évolutions technologiques et plus généralement du risque lié à l'obsolescence ainsi que du taux de rotation des stocks. Une dépréciation est aussi constatée lorsque la valeur de réalisation des stocks en fin d'exercice est inférieure à leur valeur d'inventaire. Il en est de même lorsque les stocks présentent des risques de non écoulement à des conditions normales.

Ainsi, les retours de marchandises, les stocks soldeurs et les stocks dépareillés sont provisionnés à 50%, correspondant à la perte de marge constatée de manière statistique sur ces produits.

Stock de marchandises				
En milliers d'euros	30/09/2019	Augmentation	Diminution	30/09/2020
Valeur brute	19 074	1 059	-	20 132
Provision	-1 677	-	424	-1 253
Valeur nette	17 397	1 059	424	18 879

6.7. Créances

Les créances clients et les autres créances sont évaluées à leur coût historique sous déduction des provisions pour dépréciation, le cas échéant. Celles-ci sont comptabilisées au compte de résultat. Elles sont comptabilisées conformément à l'approche simplifiée de la norme IFRS 9.

Compte tenu de l'activité de la société des modalités de règlement des clients, les créances détenues sur des tiers échues et non dénouées postérieurement à la clôture sont à moins d'un an.

En milliers d'euros	Valeur brute au 30/09/2020	Provision au 30/09/2020	Valeur nette au 30/09/2020	Valeur nette au 30/09/2019
Clients et comptes rattachés	7 557	2 565	4 991	5 474
Créances sociales et fiscales	1 584		1 584	1 175
Autres créances	1 120		1 120	106
Charges constatées d'avances	180		180	142
Total des autres créances	2 884	-	2 884	1 423
Créances d'exploitation	10 441	2 565	7 876	6 898

Lorsqu'une échéance n'est pas recouverte, la créance est considérée comme douteuse et fait l'objet d'un envoi automatique au cabinet de recouvrement.

Les variations de provision pour créances se décomposent comme suit :

En milliers d'euros	Solde à l'ouverture	Dotation	Reprise	Solde à la clôture
Total des provisions pour dépréciation des créances	2 033	532	-	2 565

6.8. Capitaux propres

6.8.1. Capital

En euros	30/09/2019	Augmentation	Diminution	30/09/2020
Nombre d'actions	9 549 173	111 400		9 660 573
Valeur nominale	0,01	0,01		0,01
Capital social	95 492	1 114	-	96 606

6.8.2. Dividendes

Au cours de la période, la société a distribué 1 518 K€ de dividendes au titre des résultats des exercices précédents.

Comptes IFRS

6.8.3. Actions propres

Dans le cadre du contrat de liquidité et des autorisations données par l'Assemblée Générale, la société a procédé à des rachats de ses propres titres. Les titres auto-détenus ont évolué de la façon suivante :

En nombre d'actions	Titres auto détenus	Contrat de liquidité	Total
Détention au 01 10 2018		53 944	0
Acquisition		43 524	43 524
Cession		-49 170	-49 170
Détention au 30 09 2019	-	48 298	48 298
Acquisition	169 727	115 286	285 013
Cession		-140 787	-140 787
Détention au 30 09 2020	169 727	22 797	192 524

L'annulation des titres auto-détenus a été imputée en diminution de la situation nette pour un montant de 806 K€ au cumul avec un impact sur l'exercice de 499 K€.

6.8.4. Paiements fondés sur des actions

Des plans d'attribution gratuite d'actions (ci-après « **AGA** ») sont mis en place par la Société. Conformément à la norme IFRS2 – paiements fondés sur des actions, la juste valeur de ces plans, correspondant à la juste valeur des services rendus par les bénéficiaires de ces attributions, est évaluée de façon définitive à la date d'attribution.

Pendant la période d'acquisition des droits, la juste valeur des AGA ainsi déterminée est amortie proportionnellement à l'acquisition des droits. Cette charge est inscrite en charges de personnel par contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

Conformément à « IFRS 2 – Paiements fondés sur des actions », les AGA ont été évaluées à leur date d'octroi. Cette valeur est enregistrée en charges de personnel au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les bénéficiaires.

Au 30 septembre 2020, la société a attribué des actions gratuites aux salariés. L'impact comptabilisé au titre de l'exercice est de 550 K€.

Plan d'attribution d'actions gratuites :

Date d'ouverture du plan	Nombre total d'actions attribuées gratuitement	Période d'acquisition + Période de conservation	Attribution définitive antérieure à l'exercice	Attribution définitive de la période	Attributions provisoires au 30/09/2020
15 décembre 2016	107 268	2 ans + 2 ans	107 268	-	-
21 février 2018	111 400	2 ans + 2 ans	-	111 400	-
14 janvier 2019	120 177	2 ans + 2 ans	-	-	120 177
29 janvier 2020	166 780	2 ans + 2 ans	-	-	166 780
TOTAL	505 625		107 268	111 400	286 957

6.9. Provisions courantes et non courantes

6.9.1. Provisions et passifs éventuels

Conformément à la norme IAS 37, une provision est constituée dès lors qu'une obligation à l'égard d'un tiers provoquera de manière certaine ou probable une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente. La provision est maintenue tant que l'échéance et le montant de la sortie ne sont pas fixés avec précision. Le montant de la provision est la meilleure estimation possible de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

En matière de litiges salariaux, les provisions correspondent à la valeur estimée de la charge probable que les entreprises concernées auront à décaisser pour des litiges faisant l'objet de procédures judiciaires. En matière de litiges commerciaux, les provisions correspondent aux coûts estimés de ces litiges pour lesquels les sociétés concernées ne peuvent pas espérer la moindre contrepartie.

Les provisions pour risques entrant dans le cycle d'exploitation normal de l'activité et la part à moins d'un an et ou les autres provisions pour risques sont classées en passif courant. Les provisions ne répondant pas à ces critères sont classées en tant que passifs non courants.

6.9.2. Indemnités de départ à la retraite

Les avantages du personnel sont comptabilisés selon la norme IAS 19 R. Les obligations de Vente-Unique.com en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités de départ à la retraite, sont celles qui sont imposées par les textes légaux applicables dans les pays dans lesquels la Société est installée. La couverture des obligations en matière de pensions et compléments de retraite est complètement assurée par des versements à des organismes qui libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure ; l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Il s'agit notamment des régimes de retraites publics français.

Les indemnités de départ à la retraite sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite.

Ces indemnités relèvent du régime des prestations définies. De ce fait, la méthode utilisée pour évaluer le montant de l'engagement de la société au regard des indemnités de fin de carrière est la méthode rétrospective des unités de crédit projetées.

Elle représente la valeur actuelle probable des droits acquis, évalués en tenant compte des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de départ et de survie.

Les principales hypothèses retenues pour cette estimation sont les suivantes :

	30/09/2020	30/09/2019
Taux d'actualisation :	0,59%	0,47%
Taux de mortalité :	Table INSEE 2017	Table INSEE 2017
Age de départ moyen à la retraite :	67 ans	67 ans

Le montant comptabilisé au passif au titre des prestations définies apparaît au passif sous la rubrique « Provisions non courantes ».

Comptes IFRS

Le taux d'actualisation a été déterminé à partir d'un panel d'indices au 30 septembre 2020 (incluant notamment ceux proposés par Reuters - maturité 11 ans et Ibbotson - maturité 10 ans).

La charge nette comptabilisée sur l'exercice au titre des engagements envers le personnel intègre :

- dans le compte de résultat
 - * le coût des services rendus correspondant à l'acquisition de droits supplémentaires ;
 - * la charge d'intérêt nette, correspondant à la charge d'intérêt sur les engagements nets des produits des actifs de couverture, désormais évalués à partir du taux d'actualisation des engagements ;
 - * le coût des services passés, incluant la charge ou le produit lié aux modifications / liquidations des régimes ou à la mise en place de nouveaux régimes ;
 - * les écarts actuariels relatifs aux avantages à long terme.
- dans l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres
 - * les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi ;
 - * l'effet de la limitation au plafonnement de l'actif dans les cas où il trouverait à s'appliquer.

En milliers d'euros	Provisions non courantes
Provisions au 30/09/2018	159
Dotations	32
Provisions utilisées	
Variation de périmètre	
Engagement actuariel	94
Provisions au 30/09/2019	286
Dotations	45
Provisions utilisées	
Variation de périmètre	
Engagement actuariel	-50
Provisions au 30/09/2020	282

Les provisions non courantes intègrent les provisions pour indemnités de départ à la retraite pour un montant de 282 K€.

L'évolution de la dette actuarielle se détaille comme suit :

En milliers d'euros	
Dette actuarielle au 30/09/2019	286
Coût normal	44
Intérêts sur la dette actuarielle	1
Amortissement du coût des services passés	-50
Pertes et gains actuariels	
Dette actuarielle au 30/09/2020	282

6.10. Dettes financières

Certains instruments financiers contiennent à la fois une composante de dette financière classique et une composante «capitaux propres». Il s'agit d'obligations convertibles en actions. Les emprunts convertibles sont considérés au regard de la norme IAS 32 comme des instruments composés dans la mesure où l'option de conversion prévoit le remboursement de l'instrument contre un nombre fixe d'instruments de capitaux propres et se décomposent en plusieurs éléments :

- un passif financier (correspondant à l'engagement contractuel de remettre de la trésorerie), constituant la composante obligataire ;
- l'option de conversion en nombre fixe d'actions ordinaires, offerte au souscripteur, assimilable à une vente d'options d'achat (Call) par l'émetteur, qui constitue un instrument de capitaux propres ;
- le cas échéant, un ou plusieurs dérivés incorporés.

Les principes comptables applicables à chacune de ces composantes, à la date d'émission et aux arrêts ultérieurs, sont :

- composante dette : le montant inscrit en dette à l'origine correspond à la valeur actuelle des flux futurs de paiements d'intérêts et de capital au taux pratiqué sur le marché pour une obligation semblable sans option de conversion.
- composante capitaux propres : la valeur de l'option de conversion est déterminée par déduction entre le montant de l'émission moins la valeur comptable de la composante dette et la valeur éventuelle des dérivés incorporés. L'option de conversion reste inscrite dans les capitaux propres pour sa valeur initiale. Les variations de valeur de l'option de conversion ne sont pas enregistrées ;
- les frais de transaction sont répartis au prorata sur chacune des composantes.

6.10.1. Echancier des dettes financières

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires. Tous les emprunts ou dettes portant intérêts sont initialement enregistrés à la juste valeur du montant reçu, moins les coûts de transaction directement attribuables. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les prêts et emprunts portant intérêts sont évalués au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts sont classés en passifs courants, sauf lorsque la société dispose d'un droit inconditionnel de reporter le règlement de la dette au minimum 12 mois après la date de clôture, auquel cas ces emprunts sont classés en passifs non courants. La fraction à moins d'un an des emprunts et des dettes financières est présentée en passif courant.

La dette financière se détaille comme suit :

En milliers d'euros	Échéances					Endettement au 30/09/2019
	Total 30/09/2020	Moins d'1 an (part courante)	Plus d'1 an (part non courante)	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Dettes financières	2 233	357	1 875	1 875	-	2 043
Dettes locative et crédit bail (*)	2 745	623	2 122	2 122	0	-
Dettes financières auprès d'établissements bancaires et autres organismes	4 978	981	3 997	3 997	0	2 043
Dettes diverses (intérêts courus)	5	5				1
Total des dettes financières	4 983	986	3 997	3 997	0	2 044
Autres passifs financiers courants (Découvert bancaire et effets escomptés)	-	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières	4 983	986	3 997	3 997	0	2 044
(*) Dont crédit-bail	1 309	351	958	958	-	1 657

Les dettes financières sont constituées :

- D'un prêt garanti par l'Etat (PGE) d'une valeur de 2.000 K€
- D'un solde d'emprunt bancaire pour 233 K€, échéance 03/11/2020

L'échéancier retenu pour le prêt garanti par l'Etat est celui issu de l'option d'extension de la maturité sur 5 ans additionnels

La dette locative et crédit bail est composée :

- De crédits baux souscrits pour l'exploitation du site d'Amblainville d'un montant de 1.309 K€
- D'une dette locative (retraitement IFRS16) qui s'élève à 1.436 K€ et a été calculée sur la base d'un taux de 1,47%.

La décomposition de la trésorerie nette peut se résumer comme suit :

En milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019	Variation
Trésorerie et équivalent de trésorerie	17 995	10 388	7 607
Passifs financiers courants	-	-	-
Trésorerie nette	17 995	10 388	7 607

6.10.2. Tableau de variation des dettes financières

En milliers d'euros	Capital restant dû au 30/09/2019	Souscription	Autres variations	Remboursements emprunts	Capital restant dû au 30/09/2020
Emprunts auprès des établissements de crédit	386			154	233
Prêt garanti par l'Etat		2 000		-	2 000
Emprunts sur opérations de crédit-bail	1 657			348	1 309
Dette locative	-		1 704	268	1 436
Intérêts courus	1		5		5
Total	2 044	2 000	1 709	770	4 983

6.10.3. Sensibilité

Sur la base de la dette au 30 septembre 2020, une hausse instantanée ou une baisse instantanée de 1 point sur les courbes de taux d'endettement resterait sans incidence sur le montant des capitaux propres au 30 septembre 2020.

6.11. Chiffre d'affaires

En application d'IAS 18, le chiffre d'affaires de la société correspond au montant des ventes de marchandises et prestations de service liées aux activités ordinaires de la société.

Il inclut notamment :

- les ventes Internet pour l'activité de e-commerce,
- les frais d'expédition et de livraison refacturés aux clients,
- les prestations de service après-vente,

Les ventes de biens sont comptabilisées lorsque la société a transféré à l'acheteur les risques et les avantages inhérents à la propriété d'un bien, généralement lorsque la livraison est intervenue et que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable.

Les prestations de services, comme par exemple les services attachés directement à la vente de biens sont comptabilisées sur la période où les services sont rendus.

En application de la norme IFRS 15, la société agissant en tant qu'agent au titre de la collecte de l'éco-participation, les sommes perçues auprès des clients sont compensées dans les coûts de revient des marchandises avec les sommes reversées aux organismes de collecte.

L'évolution de la ventilation du chiffre d'affaires par nature est donnée ci-après :

En Milliers d'Euros	30/09/2020	30/09/2019	Variations
Vente de marchandises	99 362	79 206	20 156
Prestations de livraisons	18 037	14 863	3 175
Prestations parties liées	580	1 021	-440
Prestations facilités de paiement	724	548	175
Autres prestations	149	207	-58
Chiffre d'affaires	118 852	95 845	23 008

L'évolution de la ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique est donnée ci-après :

En Milliers d'Euros	30/09/2020	30/09/2019	Variations
France	66 466	55 675	10 791
Europe du Nord et de l'Est	35 609	25 015	10 593
Europe du Sud	16 777	15 154	1 623
Total Chiffre d'affaires	118 852	95 845	23 008

6.12. Marge brute

En Milliers d'Euros	30/09/2020	30/09/2019
Chiffre d'affaires	118 852	95 845
Prix de revient des ventes	-55 729	-46 866
Marge brute	63 123	48 978
Taux de marge brute	53,1%	51,1%

6.13. Charges de personnel

Les charges de personnel se décomposent ainsi :

En Milliers d'Euros	30/09/2020	30/09/2019
Salaires	4 065	3 836
Charges sociales	2 318	1 806
Participation des salariés	727	475
Actions gratuites	550	391
Total des frais de personnel	7 659	6 508

6.14. Autres charges opérationnelles courantes

Le Résultat Opérationnel correspond au résultat net avant prise en compte du résultat financier, des impôts sur les résultats.

La Société utilise le Résultat Opérationnel Courant comme principal indicateur de performance. Ce résultat opérationnel courant s'entend avant prise en compte des autres produits et charges opérationnels non courants définis de manière limitative comme correspondant aux éléments d'importance significative, inhabituels, anormaux et peu fréquents, de nature à fausser la lecture de la performance récurrente de l'entreprise à savoir :

- Les frais de rationalisation ;
- Les variations de pertes de valeurs d'actifs non courants issues des tests de valeur d'Unité Génératrice de Trésorerie ;
- Les plus-values de cession de biens immobiliers et dépréciations de biens immobiliers destinés à être cédés.

En Milliers d'Euros	30/09/2020	30/09/2019
Transport sur ventes	17 878	14 913
Logistique	8 304	5 508
Marketing	11 781	9 425
Frais généraux et taxes	8 056	5 782
Dotations aux amortissement	1 207	720
Dotations aux provisions	154	939
Total des autres charges opérationnelles courantes	47 379	37 288

6.15. Autres produits et charges opérationnels

La société considère qu'il est pertinent, pour la compréhension de sa performance financière, de présenter dans une rubrique spécifique "Autres produits et charges opérationnels" les éléments inhabituels par leur fréquence, leur nature et/ou leur montant.

Les autres produits et charges opérationnels se décomposent principalement comme suit :

En Milliers d'Euros	30/09/2020	30/09/2019
Surcoûts internalisation de la logistique	-103	
Surcoûts extension entrepôt Amblainville		-226
Coûts incrémentaux de la crise sanitaire	-165	
Autres charges et produits non récurrents	-77	-59
Total des autres produits et charges opérationnels	-345	-285

Les surcoûts liés à l'internalisation de la logistique ainsi que les coûts incrémentaux de la crise sanitaire (prime Lemaire, équipements) ont été comptabilisés en autres produits et charges opérationnels.

6.16. Résultat Financier

Selon la norme IAS 23, les frais financiers sont comptabilisés en charges.

Le taux d'intérêt effectif est déterminé pour chaque transaction et correspond au taux qui permet d'obtenir la valeur nette comptable d'un passif financier en actualisant ses flux futurs estimés payés jusqu'à l'échéance ou jusqu'à la date la plus proche de refixation du prix au taux de marché. Ce calcul inclut les coûts de transactions de l'opération ainsi que toutes les primes et / ou décotes éventuelles.

Les coûts de transactions correspondent aux coûts qui sont directement rattachables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier.

La société Vente unique.com applique cette méthode de référence.

En Milliers d'Euros	30/09/2020	30/09/2019
Intérêts et charges assimilées (1) (2)	-130	-84
Autres produits et charges financières	95	-173
RESULTAT FINANCIER	-35	-257
(1) dont intérêts financier liés au crédit bail	-37	-26
(2) dont intérêts financier liés au droit d'utilisation	-28	-

Les autres produits et charges financières sont essentiellement composés de gains de change. La progression des autres produits et charges financières est liée à l'évolution du cours des devises.

Comptes IFRS

6.17. Impôts sur les bénéfices et différés

L'examen du traitement comptable de cet impôt en France au regard des normes IFRS conduit à comptabiliser distinctement ces 2 contributions :

- la CFE, dont le montant est fonction des valeurs locatives foncières, est comptabilisée en charges opérationnelles ;
- la CVAE qui, selon l'analyse de la société, répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12.2 – Impôts dus sur la base des bénéfices imposables

En outre, le montant total de la charge courante et différée relative à la CVAE est présenté sur la ligne « Charge d'impôt ».

6.17.1. Décomposition de la charge d'impôt

En milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019
Impôts exigibles	-2 770	-1 593
Reclassement CVAE	-300	-242
Impôts différés	61	6
Charge d'impôts globale	-3 010	-1 830
Résultat net	4 694	2 810
Taux d'impôt effectif moyen	39,07%	39,43%

Le taux d'impôt effectif moyen s'obtient de la manière suivante : (impôts courants et différés) / (résultat net avant impôts).

6.17.2. Rationalisation de la charge d'impôt

En milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019
Résultat net	4 694	2 810
Charges (produits) d'impôt des activités poursuivies	3 010	1 830
Résultat taxable	7 704	4 640
Taux d'impôt courant en France	28,92%	28,92%
Charge d'impôt théorique	-2 228	-1 342
Différences permanentes	-482	-246
Reclassement CVAE	-300	-242
Charges (produits) d'impôt comptabilisé(e)s	-3 010	-1 830

Le calcul de l'impôt de la période est le résultat du taux effectif annuel d'impôt connu à la date de clôture de l'année appliqué au résultat de la période comptable avant impôt.

6.18. Note annexe au Tableau de Flux de Trésorerie nette de Vente unique.com

Le tableau est présenté selon la méthode indirecte conformément à la norme IAS 7. La charge d'impôt est présentée globalement dans les flux opérationnels. Les intérêts financiers versés sont portés en flux de financement. Les dividendes versés sont classés en flux de financement.

6.18.1. Calcul de la trésorerie

La trésorerie et équivalents comprend les liquidités et les placements à court terme ayant une échéance de moins de 3 mois à compter de la date d'acquisition et dont les sous-jacents ne présentent pas de risques de fluctuations significatifs.

La valorisation des placements à court terme est effectuée à la valeur de marché à chaque clôture. Les gains et pertes latents sont comptabilisés en résultat.

Les découverts bancaires remboursables à vue, qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie de la société, constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau de flux de trésorerie.

En milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019	Variation
Disponibilités	17 995	10 388	7 607
Valeurs mobilières de placement	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17 995	10 388	7 607
Découverts bancaires et effets escomptés	-	-	-
Trésorerie nette	17 995	10 388	7 607

6.18.2. Produits et charges sans contrepartie de trésorerie

En milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019
Plus/moins value sur actions propres	-66	-
Palements fondés sur des actions	550	391
Produits et charges sans contrepartie en trésorerie	484	391

6.18.3. Flux de trésorerie provenant de l'exploitation

En Milliers d'Euros	30/09/2020	30/09/2019	Variation
Stocks	18 879	17 397	1 483
Créances d'exploitation	4 991	5 474	-483
Autres créances d'exploitation (hors comptes courants)	2 884	1 423	1 461
Actifs courants liés à l'exploitation	26 755	24 294	2 461
Fournisseurs	15 971	14 852	1 120
Dettes fiscales et sociales	6 098	3 039	3 059
Autres passifs courants (hors comptes courants)	6 009	3 429	2 580
Passifs liés à l'exploitation	28 079	21 319	6 759
Variation du BFR			-4 299

Les autres passifs courants concernent principalement :

- Les produits constatés d'avance, pour 4 466 K€. Les produits constatés d'avance sont composés de l'ensemble des commandes facturées et non livrées à la date de clôture. Le chiffre d'affaires étant comptabilisé à la commande, il convient de neutraliser l'ensemble des commandes non distribuées à la clôture de l'exercice.
- Les avoirs à établir, pour 1 089 K€, qui incluent notamment la provision sur chèques cadeaux dans le cadre du programme de fidélité Very Unique.

6.18.4. Flux de trésorerie provenant des investissements

En milliers d'euros	Note	30/09/2020	30/09/2019
Incorporels	6.1	721	753
Corporels	6.2	729	853
Financiers	6.4	28	-
Total des investissements		1 478	1 606
Incorporels	6.1	-	20
Corporels	6.2	-	-
Financiers	6.4	94	-
Total des cessions		94	20
Total flux de trésorerie provenant des investissements		-1 384	-1 586

Les principaux investissements réalisés par la société correspondent à :

- l'achat de fichiers clients, de matériel et licences informatiques ; et
- l'aménagement de la plateforme logistique d'Amblainville.

6.18.5. Flux de trésorerie provenant du financement

En milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019	Variation
Compte courant actif	-392		-392
Compte courant passif		503	-503
Variation des autres dettes non courantes	-392	503	-895

6.19. Résultat par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net de la société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existantes à la date de clôture.

Résultat net courant par action avant dilution	30/09/2020	30/09/2019
Résultat net des activités poursuivies	4 694	2 810
Résultat net des activités cédées		
Résultat net	4 694	2 810
Nombre d'actions	9 660 573	9 549 173
Résultat net des activités poursuivies par action	0,49	0,29
Résultat net des activités abandonnées par action	-	-
Résultat net	0,49	0,29

Résultat net courant par action après dilution	30/09/2020	30/09/2019
Résultat net des activités poursuivies	4 694	2 810
Résultat net des activités cédées - part du Groupe	-	-
Résultat net - part du Groupe	4 694	2 810
Nombre d'action moyen pondéré	9 660 573	9 549 173
Actions dilutives	-	120 177
Nombre d'action moyen pondéré retraité	9 660 573	9 669 350
Résultat net des activités poursuivies par action	0,49	0,29
Résultat net des activités abandonnées par action	-	-
Résultat net - part du Groupe	0,49	0,29

6.20. Taux de conversion

Les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis en euros en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en produits ou en charges.

Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de la transaction. Les actifs et passifs non monétaires évalués à la juste valeur et libellés en monnaie étrangère sont convertis en utilisant le cours de change à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée.

Pays	Unité monétaire	Cours de clôture (1)		Cours moyen de la période (2)	
		30/09/2020	30/09/2019	30/09/2020	30/09/2019
Hong Kong	Dollar US	1,1708	1,0889	1,1199	1,1227
Suisse	Franc Suisse	1,0804	1,0847	1,0749	1,1281
Pologne	Zloty polonais	4,5462	4,3782	4,3886	4,3006

(1) conversion du bilan

(2) conversion du compte de résultat

6.21. Engagements hors bilan

En milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019
Engagements donnés		
Cautions douanières	78	600
Engagement de location simple en tant que preneur		14 690
Engagement Prestation de services Logistique	11 999	
Total engagements données	12 685	15 290

6.22. Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 est de 129 K€, y compris les services autres que la certification des comptes.

6.23. Effectifs :

Catégorie	30/09/2020	30/09/2019
Non cadres	46	41
Cadres	67	56
Effectif	113	97

6.24. Identité de la société mère consolidant les comptes de la Société

SA CAFOM
3 avenue HOCHÉ
75008 PARIS
Société Anonyme au capital de 47 912 776,20 euros
% de détention de la SA VENTE UNIQUE : 62,87 %

6.25. Transactions avec les parties liées

6.25.1. Entreprises associées

Dans le cadre normal de son activité, la société réalise des transactions avec ses entreprises associées sur une base de prix de marché. Les opérations réalisées avec les entreprises associées sont résumées dans le tableau suivant :

En milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019
Actifs non courants	1 251	1 251
Actifs courants	976	1 330
Autres passif courants	3 785	1 074
Chiffre d'affaires	580	1 021
Achats de marchandises	1 724	1 517
Autres charges opérationnelles courantes	14 387	8 263
Autres produits et charges opérationnels	268	
Intérêts et charges assimilées	38	15

La société n'a constaté aucune provision et charge au titre des créances douteuses avec des parties liées. Il n'existe pas de garanties données ou reçues avec des parties liées.

6.25.2. Rémunération des principaux dirigeants

Les informations relatives aux mandataires sociaux correspondent aux rémunérations versées aux administrateurs, DG, DG délégués, membres du COMEX ou toute personne répondant à la définition de « key personnel » d'IAS 24.9.

En milliers d'euros	30/09/2020	30/09/2019
Rémunérations brutes	842	798
Actions gratuites	396	230
Total	1 238	1 028

Il est prévu que Monsieur Sacha Vigna percevra, en cas de départ contraint de la Société, une indemnité de départ d'un montant égal à 300.000 €. En cas de cumul de l'indemnité de départ au titre du mandat social et d'une indemnité de licenciement au titre de son contrat de travail, le montant total perçu par Monsieur Sacha Vigna à ces différents titres sera globalement plafonné à 300.000 €. Le versement de cette indemnité sera soumis à la réalisation d'une condition de performance dont les termes ont été réitérés à l'occasion d'une séance du conseil d'administration de la Société en date du 21 février 2018, étant toutefois précisé que la notion de départ contraint a été précisée et inclut désormais les cas de départ liés à un changement de contrôle de la Société et/ou un changement de stratégie.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes IFRS

(Exercice clos au 30 septembre 2020)

VENTE-UNIQUE.COM

Société Anonyme

**Siège Social
9, rue Jacquard
93310 LE PRE SAINT GERVAIS**

RCS BOBIGNY B 484 922 778

RAPPORT D'AUDIT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

**SUR LES COMPTES INDIVIDUELS ETABLIS SELON LES NORMES IFRS TELLES QU'ADOPTÉES
DANS L'UNION EUROPEENNE**

Exercice clos le 30 septembre 2020

VENTE-UNIQUE.COM

Société Anonyme

**Siège Social
9, rue Jacquard
93310 LE PRE SAINT GERVAIS**

RCS BOBIGNY B 484 922 778

**Rapport d'audit du commissaire aux comptes sur les comptes individuels
établis selon les normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union européenne
Exercice clos le 30 septembre 2020**

Monsieur le Président du Conseil d'Administration,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société Vente-Unique et en réponse à votre demande, nous avons effectué un audit des comptes individuels de la société Vente-Unique relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2020 présentés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes individuels annuels ont été établis sous la responsabilité du Président du Conseil d'Administration le 28 janvier 2021 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

A notre avis, les comptes sociaux annuels présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs et au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, le patrimoine et la situation financière de la société au 30 septembre 2020, ainsi que le résultat de ses opérations pour l'exercice écoulé.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 5 « 1^{ère} application de la norme IFRS 16 – Locations » de l'annexe des comptes IFRS qui expose l'entrée en vigueur de la norme IFRS 16, d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.

Fait à Paris, le 28 janvier 2021

Le Commissaire aux comptes

Concept Audit & Associés

Laurence LEBOUCHER

Rapport de gestion sur les comptes sociaux

(Exercice clos au 30 septembre 2020)

I. Situation et activité de la société au cours de l'exercice écoulé

A. Evènements importants survenus au cours de l'exercice

- **Impact de la crise sanitaire**

Après un 1^{er} semestre en croissance modérée du fait de l'émergence de la crise sanitaire (difficultés temporaires d'approvisionnement en Asie puis choc lié au 1^{er} confinement), le 2nd semestre a marqué une accélération très nette du mouvement déjà engagé de mutation du marché européen du meuble des magasins vers les acteurs du e-commerce. Vente-Unique.com a ainsi vu son taux de croissance monter à plus de 40% sur toute la 2nde moitié de l'exercice.

En raison des mesures sanitaires prises par le Gouvernement la société a mis ses salariés en télétravail durant tout le premier confinement.

- **Optimisation des activités logistiques**

Cette accélération de la croissance a été rendue possible par la parfaite gestion des cycles d'approvisionnement et le succès de la nouvelle stratégie logistique. Pour rappel, après l'extension de la capacité de stockage de sa plateforme d'Amblainville (Oise), passée de 27 000 m² à 60 000 m², et l'optimisation de l'ensemble des process, Vente-Unique.com a finalisé, durant l'été 2020, l'internalisation de la logistique au sein de sa maison-mère.

Ainsi, au 2^{ème} semestre 2020, la société a été capable d'absorber la forte accélération de la demande tout en améliorant sensiblement ses indicateurs de satisfaction client.

- **Augmentation de capital liée à l'attribution d'actions gratuites**

Par décision du conseil d'administration du 21 février 2018, il avait été décidé d'attribuer 113 442 actions gratuites aux salariés et/ou mandataires sociaux. Cette attribution est devenue définitive au terme d'une période d'acquisition d'une durée de deux ans, période pendant laquelle les bénéficiaires ne sont pas propriétaires des actions et des droits de vote qui s'y rattachent. A l'issue de ce délai, soit le 22 février 2020, les actions ont été définitivement attribuées à leurs bénéficiaires mais demeurent incessibles pendant une nouvelle durée de deux ans.

Il a ainsi été constaté que sur les 113 442 actions attribuées, 111 400 actions remplissent les conditions d'attribution définitive.

L'augmentation du capital social induite de 1 114,00€ a été réalisée en date du 24 février 2020 par prélèvement sur le compte de report à nouveau.

- **Obtention d'un prêt garanti par l'état (PGE)**

La société a sollicité et obtenu un prêt garanti par l'Etat (PGE) de 2 M€.

B. Effectif

Afin de soutenir la dynamique de croissance, la Société a renforcé ses équipes sur les fonctions clés.

Effectif présent à la clôture	30/09/2020	30/09/2019	Variation
Direction Générale	1	1	0
Marketing et développement international	38	34	4
Logistique	19	17	2
Achats	16	13	3
Relation clients	16	14	2
Informatique	13	9	4
Administratif et Financier	9	9	0
Ressources Humaines	1		1
Total	113	97	16

C. Résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2020

L'exercice social clos le 30 septembre 2020 se solde par un bénéfice net comptable d'un montant de 5.462.501 €.

D. Activité de Recherche et Développement (R&D)

Conformément aux dispositions de l'article L.232-1 du Code de commerce, nous indiquons que la Société a poursuivi ses activités de recherche et développement essentiellement dans l'amélioration de son système d'information qui est la colonne vertébrale de vente-unique.com.

E. Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Vente-unique.com se fixe comme objectif de maintenir durablement un rythme de croissance supérieur à 10% par an, une marge d'EBE exemplaire et une génération de trésorerie permettant d'assurer un rendement régulier à ses actionnaires.

F. Evènements importants depuis la date de clôture

La poursuite de l'épidémie de Covid 19 a conduit le Gouvernement à mettre en place un second confinement à compter du 29 octobre 2020 ce qui a amené Vente-unique.com à prendre des mesures de télétravail partiel pour protéger ses salariés. Dans ce contexte, les premières semaines de l'exercice ouvert au 1er octobre 2020 ont témoigné d'une poursuite de la très bonne dynamique commerciale, sur un rythme sensiblement supérieur à celui du 2nd semestre 2019-2020.

G. Prêts inter-entreprises

Nous vous informons que la Société n'a pas consenti de prêt interentreprises sur le fondement de l'article L.511.6 du Code monétaire et financier.

II. Présentation des comptes

Les comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2020 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

A. Compte-rendu de la gestion ainsi que de l'activité de la Société durant l'exercice écoulé

• Compte de Résultat

L'exercice clos au 30 septembre 2020 fait apparaître des produits d'exploitation s'élevant à 121.088.392 € contre 96.690.245 € pour l'exercice précédent.

	30/09/2020	30/09/2019
Achats de marchandises	58 106 704	50 518 483
Variation de stock (marchandises)	-1 058 698	-3 515 833
Autres achats et charges externes	45 539 363	35 652 971
Impôts, taxes et versements assimilés	585 710	464 997
Salaires et traitements	4 556 163	4 043 548
Charges sociales	2 317 733	1 806 079
Dotations aux amortissements sur immobilisations	594 316	443 839
Dotation aux provision sur actif circulant	398 356	906 953
Autres charges	882 327	554 917
Total charges d'exploitation	111 921 972	90 875 955

Les charges d'exploitation de la Société se sont élevées à 111.921.972 € au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

Par conséquent, le résultat d'exploitation se traduit, au 30 septembre 2020, par un bénéfice de 9.166.420 €.

Le résultat financier, à cette même date, est de 134.227 €.

Après incorporation du résultat financier de 134.227 €, d'un résultat exceptionnel de (340.518) €, d'une participation des salariés de (727.163) € et d'un impôt sur les bénéfices de (2.770.465) €, le résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2020 se solde par un bénéfice s'élevant à 5.462.501 €.

• Bilan

Au 30 septembre 2020, le total du bilan s'élève à 49.469.980 €, contre 37.849.136 € à la fin de l'exercice précédent.

Le montant des capitaux propres au 30 septembre 2020 est de 19.517.236 €, y compris le bénéfice de l'exercice de 5.462.501 €, et les Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit s'élèvent à 2.232.560 €, pour des Disponibilités de 17.995.354 €

B. Affectation du résultat de l'exercice écoulé

Conformément à notre objectif de distribution de 50% du résultat net, il sera proposé à l'assemblée générale de distribuer un dividende de 0,28 € par action pour un montant total de 2.704.960 €.

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 30 septembre 2020 comme suit :

- Bénéfice de l'exercice 5.462.501 €
- A titre de dividendes 2.704.960 €
- Report à nouveau 2.757.541 €

Compte-tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société au 30 septembre 2020 seraient de 16.812.276€.

C. Montant des dividendes distribués au titre des trois derniers exercices

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, au cours des 3 derniers exercices, la Société a procédé au versement des dividendes suivants :

Exercice clos le 30 septembre	Revenus éligibles à l'abattement de 40% prévu à l'article 243 bis du Code général des impôts		Revenus non éligibles à l'abattement (en euros)
	Dividendes (en K€)	Autres revenus distribués (en euros)	
2019	1 528	Néant	Néant
2018	1 424	Néant	Néant
2017	3 000	Néant	Néant

D. Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice ne présentent pas de charges ou de dépenses non déductibles du résultat fiscal, telles que visées à l'article 39 du Code général des impôts.

III. Informations relatives à l'actionnariat

A. Répartition du capital et des droits de vote

Au 30 septembre 2020, le capital et les droits de vote de la Société sont répartis de la façon suivante :

Actionnaires	Nb d'actions	%	Nb de droits de vote	%
CAFOM	6 073 385	62,9%	11 715 190	74,8%
Management	581 457	6,0%	944 246	6,0%
Flottant	2 813 207	29,1%	2 816 520	18,0%
Autodétention	192 524	2,0%	192 524	1,2%
Total	9 660 573	100,0%	15 668 480	100,0%

B. Nombre d'actions propres achetées et vendues par la Société au cours de l'exercice

Dans le cadre de son contrat de liquidité ayant pour objectif l'animation du cours, la Société a procédé entre la date d'ouverture et de clôture du dernier exercice, aux opérations d'achat et de vente d'actions propres, comme suit :

- Nombre d'actions achetées : 115 286
Cours moyen des achats : 4,88 €
- Nombre d'actions vendues : 140 787
Cours moyen des ventes : 4,72 €

Nombre d'actions inscrites à la clôture de l'exercice : 22 797 actions pour un coût de 165 278 € au cours d'achat moyen de : 7,25 €.

Par ailleurs, la Société a procédé au rachat de 169 727 actions propres d'une valeur de 666.438,85 €, conformément aux autorisations données par l'Assemblée Générale

C. Pactes d'actionnaires

Aucun pacte d'actionnaires en cours à la date de clôture.

D. Mouvements sur le titre

Sur la période du 1^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2020, les mouvements sur le cours de bourse ont été les suivants :

- Volume échangé : 843 162 actions (moyenne de 3 294 par jour)
- Cours le plus haut : 7,65 €
- Cours le plus bas : 2,90 €
- Cours moyen : 4,69 €
- Capitalisation boursière : 69 M€ au 30 septembre 2020

E. Actionnariat salarié

Grâce à l'attribution d'actions gratuites, les salariés détiennent 581 457 actions, soit 6% du capital de la Société.

F. Etat récapitulatif des opérations réalisées au cours de l'exercice sur les titres de la Société par les dirigeants et les personnes mentionnées aux articles L. 621-18-2 et R. 621-43-1 du Code monétaire financier sur les titres de la Société

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020, les opérations sur les titres de la Société pour le compte de dirigeants et personnes mentionnées aux articles L. 621-18-2 et R. 621-43-1 du Code monétaire et financier qui ont été réalisées sont les suivantes :

Catégorie	Nom	Fonctions	Nature de l'opération	Mois de la réalisation de l'opération	Nombre de titres	Montant de l'opération
Acquisition	M. Sacha Vigna	Directeur Général – Administrateur	Attribution gratuite d'actions	Février 2020	74.545	745,45€ (montant prélevé sur le compte « Report à nouveau »)
Acquisition	Mme. Lucie Crouzet	Administrateur	Attribution gratuite d'actions	Février 2020	6.126	61,26€ (montant prélevé sur le compte « Report à nouveau »)

IV. Principaux risques et incertitudes

Vente-Unique.com a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats, son patrimoine et sa réputation.

Ce chapitre présente les principaux risques identifiés selon les dernières recommandations de l'ESMA et de l'AMF.

		Impact	Probabilité
Risques Stratégiques et Economiques	Importance de la relation entre la Société et le Groupe CAFOM	Moyen	Faible
	Evolution des tendances	Moyen	Faible
Risques Opérationnels	Risques liés aux fournisseurs	Moyen	Fort
	Sites Internet de la Société et ses systèmes informatiques	Fort	Moyenne
	Dépendance aux prestataires de services externes	Fort	Moyenne
	Personnes clés et gestion des ressources humaines	Moyen	Faible
Risques juridiques et réglementaires	Risques liés à la propriété intellectuelle	Moyen	Faible
	Qualité et conformité des produits	Faible	Moyenne
	Gestion de la confidentialité des informations stratégiques et commerciales	Moyen	Moyenne
Risques Financiers	Risque de liquidité	Moyen	Faible
	Risque de change	Moyen	Moyenne

A. Risques Stratégiques et Economiques

A.1. Risques liés à l'importance de la relation entre la Société et le groupe CAFOM

Vente-Unique.com est contrôlée par la société CAFOM SA, actionnaire majoritaire de la Société détenant 63% du capital et 75% des droits de vote au 30/09/2020.

Monsieur Hervé Giaoui, Président-Directeur général de CAFOM SA, est également Président du conseil d'administration de Vente-Unique.com et la société CAFOM SA, représentée par M. Guy-Alain Germon (directeur général délégué de CAFOM SA), est membre du conseil d'administration de la Société.

La société CAFOM SA détient le contrôle de la Société et de la majorité des droits de vote lors des assemblées générales ordinaires et extraordinaires des actionnaires de la Société.

Au titre du contrat de prestations de services de *sourcing* conclu entre la Société et CAFOM Group Sourcing (filiale à 100% de CAFOM SA), la Société a versé à CAFOM Group Sourcing 1.459 K€ pour l'exercice 2019/2020.

Au titre du contrat de prestations de services logistiques conclu entre la Société et Distri Service (détenue, indirectement, à 100% par CAFOM SA) la Société a versé 14.063 K€ pour l'exercice 2019/2020.

La Société ne peut garantir que le groupe CAFOM procédera, à la date d'échéance des conventions susvisées, au renouvellement de celles-ci dans des conditions tarifaires équivalentes

Afin de sécuriser les droits dont elle bénéficie au titre des relations d'affaires existantes avec Distri Service, notamment dans l'hypothèse où CAFOM SA perdrait sa qualité d'actionnaire de contrôle, la Société a toutefois souhaité se faire octroyer par CAFOM Distribution, une promesse de vente portant sur 50% du capital de Distri Service.

A.2. Risques liés à l'évolution des tendances

Vente-Unique.com propose un panel de 8 000 références et travaille directement avec des fabricants en Asie et en Europe. Les produits proposés par Vente-Unique.com doivent être attractifs pour un large panel de clients, actuels et potentiels, dont les préférences sont subjectives, pourraient être difficiles à prévoir et sont susceptibles d'évoluer avec le temps.

Le succès de la Société dépend de sa capacité à identifier des produits en phase avec les attentes de ses clients, et s'adapter de manière adéquate et rapide aux préférences des consommateurs, qui sont en constante évolution.

Si la Société était dans l'incapacité de concevoir une offre attractive de produits pour ses clients cibles, elle pourrait avoir des difficultés à vendre les produits qu'elle propose. Ces difficultés pourraient avoir un effet défavorable significatif sur l'image, les activités, la situation financière, les résultats et les perspectives de la Société.

B. Risques Opérationnels

B.1 . Risques liés aux fournisseurs

Vente-Unique.com s'approvisionne chez des fabricants implantés principalement en Asie (pour environ 2/3 des achats), comme la plupart des grandes marques de mobilier. Vente-Unique.com effectue le reste de ses achats en Europe.

La Société ne détient pas, et n'exploite pas, de site de fabrication et par conséquent dépend entièrement de tiers pour la confection des produits qu'elle commercialise. Un des facteurs clés du succès de Vente-Unique.com a été de savoir travailler avec des fournisseurs de qualité tout en négociant des prix très compétitifs par rapport à ceux appliqués par la concurrence. La production par un ou plusieurs fabricants des produits commercialisés pourrait être interrompue ou retardée en raison de problème économiques, sanitaires, sociaux ou techniques, comme cela a pu être le cas durant la pandémie de Covid 19. Dans de telles hypothèses, la Société pourrait subir un effet défavorable significatif sur son image, ses activités, ses résultats, sa situation financière, et ses perspectives.

En tout état de cause, la Société veille à répartir au mieux le poids des différents fournisseurs, à titre d'exemple pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 les cinq plus gros fournisseurs représentent au total 15,1% des achats effectués par la Société.

B.2. Risques liés aux sites Internet de la Société et à ses systèmes informatiques

Vente-Unique.com réalisant la totalité de son chiffre d'affaires sur Internet, la performance et la fiabilité de ses sites Internet, et plus généralement de sa plateforme technologique et de son infrastructure réseau sous-jacente, sont donc des facteurs déterminants pour attirer et fidéliser les clients. Si la Société faisait face à des interruptions sur ses principaux systèmes informatiques, en raison de défaillances de systèmes, de virus informatiques, d'intrusions physiques ou électroniques, d'erreurs non détectées, de défauts de conception notamment lors de changement de version de site, de soudaines et fortes augmentations du trafic sur sa plateforme ou d'autres événements ou causes inattendus, cela pourrait affecter la disponibilité ou la fonctionnalité de ses sites Internet et empêcher des clients d'y accéder ou d'acheter des produits.

La survenance d'une catastrophe naturelle, d'un acte de terrorisme, de vandalisme ou de sabotage ou d'autres problèmes imprévus pourraient entraîner de telles interruptions et obliger la Société à engager des dépenses supplémentaires pour mettre en place de nouvelles installations. Si l'un quelconque de ces problèmes survenait, cela pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

Rapport de gestion sur les comptes sociaux

Cependant, la Société utilise actuellement un hébergeur de qualité (Claranet), avec des procédures de sauvegarde et des mesures de sécurité de premier rang. En cas de dommage ou défaillance des serveurs de la Société chez son hébergeur, la société a prévu un back-up opérationnel dans un bâtiment séparé.

De plus, pour se prémunir des attaques, la Société a positionné des boîtiers anti intrusion en amont de la plateforme.

Enfin, le marché du commerce en ligne est caractérisé par une évolution technologique rapide. Si la Société ne parvenait pas à s'adapter à de telles évolutions et à améliorer sa plateforme technologique actuelle, l'attractivité de la plateforme de vente en ligne de la Société pourrait diminuer. De plus, si ses concurrents lançaient de nouvelles technologies ou venaient à acquérir de nouvelles compétences, et que la Société était dans l'incapacité de proposer de telles évolutions de manière efficace et rapide, la popularité de son site Internet pourrait diminuer.

La Société recrute et forme en permanence ses équipes afin de garder une expertise technologique avancée.

B.3. Risque de dépendance aux prestataires de services externes

La Société confie à des prestataires de services externes certaines fonctions importantes de son activité, en ce compris :

- l'activité de livraison aux clients, qui est sous-traitée auprès d'environ 25 prestataires différents, ce qui permet à la Société de se prémunir contre la défaillance de l'un d'entre eux dans un délai raisonnable ;
- le traitement des paiements, la Société ayant recours aux services de plusieurs prestataires spécialisés de qualité, tels que Systempay, Hipay et Paypal ;
- la gestion de l'hébergement des serveurs, qui est confiée à Claranet ; et
- la plateforme téléphonique du service clients.

L'incapacité de ces prestataires à fournir des services de qualité de façon fiable et à des prix raisonnables ou l'interruption de la fourniture de tels services pourrait impacter négativement les activités de la Société à différents niveaux, et ses clients imputeraient probablement la responsabilité de ces échecs à la Société, ce qui pourrait nuire à sa réputation, et avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

La Société monitorise avec un certain nombre d'indicateurs clefs tous les prestataires externes afin de détecter au plus vite d'éventuelles défaillances et y remédier.

B.4. Risques liés aux personnes clés et à la gestion des ressources humaines

La réussite de la Société et sa croissance future dépendent notamment des résultats de son équipe de direction réunie autour du Directeur général de la Société. En cas d'accident ou de départ du Directeur général, ou d'une ou plusieurs personnes composant l'équipe de direction, la Société pourrait être ne pas être en mesure de les remplacer rapidement, ce qui pourrait affecter sa performance opérationnelle. En outre, dans le cas où un dirigeant ou un salarié clé rejoindrait un concurrent ou créerait une activité concurrente, la Société pourrait en être négativement affectée.

Plus généralement, la concurrence pour le recrutement de cadres dirigeants est forte et le nombre de candidats qualifiés sur ce marché est limité. La Société pourrait ne pas être en mesure de bénéficier de compétences équivalentes à celles de ses équipes de direction actuelles et de son personnel clé, ou à l'avenir pourrait ne pas parvenir à attirer des nouveaux talents et conserver un personnel expérimenté.

La survenance de telles circonstances pourrait avoir un effet défavorable significatif sur les activités, la situation financière, les résultats, le développement et les perspectives de la Société.

Afin de fidéliser ses hommes clés, la Société a procédé à plusieurs attributions gratuites d'actions au profit de certains de ses collaborateurs.

C. Risques juridiques et réglementaires

C.1. Risques liés à la propriété intellectuelle

La Société considère que ses marques, ses noms de domaines et tout autre droit de propriété intellectuelle (lié notamment aux fichiers clients qu'elle développe, à l'architecture de son site, et à son système d'exploitation propriétaire) dont elle est titulaire jouent un rôle crucial dans sa croissance. La Société a développé, et entend continuer à développer des logiciels, des processus, et des savoir-faire qui sont d'une importance clé pour le succès de son activité. La Société pourrait ne pas être en mesure d'obtenir une protection efficace de ses droits de propriété intellectuelle dans chacun des pays au sein desquels elle est présente ou au sein desquels une telle protection est pertinente. Chacun de ses droits de propriété intellectuelle pourrait être contesté ou invalidé par des procédures administratives ou des contentieux, potentiellement longs et coûteux. La reproduction non autorisée ou tout autre détournement des droits de propriété intellectuelle de la Société pourraient freiner le développement de la Société et avoir un impact sur sa situation financière.

La Société enregistre et renouvelle régulièrement les marques et les noms de domaines qu'elle exploite auprès des instances concernées.

C.2. Risques liés à la qualité et la conformité des produits

La Société veille attentivement à ce que ses fournisseurs et fabricants respectent le droit du travail, les lois sur la protection sociale applicables, ainsi que les normes sociales et environnementales acceptables. Néanmoins, la Société pourrait faire l'objet de poursuites judiciaires ou réglementaires si les fournisseurs lui livraient des produits non conformes aux lois ou aux règlements en vigueur, notamment aux lois et aux règlements relatifs à la sécurité des produits, aux embargos, à la protection de l'environnement et aux normes relatives aux conditions de travail. De plus, la Société ne peut non plus garantir, qu'à l'avenir, ses produits ne rencontreront de problèmes de qualité.

Enfin, si le public considérait que la Société commercialisait des marchandises de mauvaise qualité, dangereuses, non authentiques ou contrefaites, cela pourrait nuire à sa réputation, réduire sa capacité à attirer des clients et réduire la valeur de sa marque, ce qui aurait un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Il convient toutefois de préciser que le grand nombre de références proposées par la Société réduit l'impact d'une éventuelle non-conformité d'un produit vendu par la Société. De plus, des procédures internes ont été mises en place pour identifier les produits défectueux qui pourraient notamment dégrader l'image de qualité de la Société.

Cafom Group Sourcing (filiale à 100% de CAFOM SA, avec laquelle la Société a conclu un contrat de prestation d'assistance et de conseil dans la sélection des produits et de contrôle qualité) procède régulièrement à des audits des fournisseurs et au respect par ces derniers des différentes normes et du droit du travail.

C.3. Risques liés à gestion de la confidentialité des informations stratégiques et commerciales

La Société exploite des sites Internet, des réseaux et d'autres systèmes de données grâce auxquels elle collecte, préserve, transmet et stocke des informations sur ses activités, ses membres, ses produits, y compris des données personnelles, des informations sur les cartes bancaires et d'autres données confidentielles faisant l'objet d'un droit de propriété. Bien que la Société prenne des mesures pour protéger la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des informations qu'elle collecte (notamment à travers de nombreux logiciels de type pare-feu et anti-virus capables de lutter contre les opérations de piratage), conserve et transmet, la Société ou un de ses prestataires externes pourraient faire l'objet de tentative d'intrusion dans leurs systèmes respectifs. La Société ou ses prestataires externes pourraient ne pas disposer de ressources ou de solutions techniques suffisamment avancées pour

Rapport de gestion sur les comptes sociaux

anticiper ou empêcher tous les types d'attaques et toutes les techniques utilisées pour saboter ou obtenir un accès non autorisé à ses systèmes. Tout accès non autorisé à des informations sur les clients pourrait violer les lois relatives à la vie privée, à la sécurité des données, ainsi que d'autres lois et créer des risques juridiques et financiers importants, une publicité négative, une perte de confiance potentiellement grave des consommateurs à l'égard des mesures de sécurité de la Société ainsi qu'un préjudice à sa réputation. Chacun de ces risques, seuls ou combinés, pourrait avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. La Société s'appuie sur le Délégué à la Protection des Données du Groupe Cafom pour veiller aux respect de règles de RGPD.

D. Risques Financiers

D.1. Risque de liquidité

Depuis sa création, Vente-Unique.com a financé sa croissance et ses investissements grâce aux flux d'exploitation dégagés par son activité et par des emprunts bancaires, et également par des avances en compte courant consenties par CAFOM SA. Si, pour quelque raison que ce soit, la Société était dans l'incapacité de faire face à ses futures échéances de prêts, la Société ralentirait ses efforts de développement commercial sur de nouveaux marchés, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur ses activités, ses résultats, sa situation financière et ses perspectives.

Vente-Unique.com a réduit son exposition au risque de liquidité en raison du niveau généralement suffisant des flux d'exploitation et n'a souscrit aucun emprunt comportant des engagements relatifs au maintien de ratios financiers (« covenants »).

Vente-Unique.com dispose au 30 septembre 2020 de disponibilités d'un montant de 18 M€ et d'une trésorerie nette disponible de 16.956 K€.

Au regard de sa situation de trésorerie à ce jour, et suite à la revue spécifique par la Société de son risque de liquidité, cette dernière estime être en mesure de faire face à ses échéances au cours des douze prochains mois.

D.2. Risque de change

Vente-Unique.com réalise la quasi-totalité de son chiffre d'affaires en euros (la part du chiffre d'affaires réalisée en Franc Suisse et en Zloty est de 14%).

Dans le cadre de son activité opérationnelle, les achats de marchandises sont libellés à 71% en dollars (au 30 septembre 2020).

Il existe donc un risque provenant de l'exposition au taux de change du dollar par rapport à l'euro qui pourrait impacter significativement la marge opérationnelle de la Société. Cela aurait également un impact défavorable sur les activités, les résultats, la situation financière, et les perspectives de la Société.

Ce risque de change est limité car la Société répercute ses coûts de revient dans ses prix de vente. Le prix de vente est ainsi fixé en fonction du prix de revient, lui-même calculé en fonction du cours du dollar ayant servi au paiement de la marchandise.

S'il s'avérait que, sous le double effet d'une concurrence accrue et de fluctuations importantes du taux de change du dollar par rapport à l'euro, la marge opérationnelle de Vente-Unique.com se trouvait affectée, la Société pourrait mettre en place des stratégies de couverture au travers d'achats à terme de dollars.

Cependant, Vente-Unique.com ne peut garantir que ces stratégies de couverture préserveraient totalement sa marge opérationnelle, et permettraient d'écarter ainsi un effet défavorable significatif des variations de taux de change sur les activités, les résultats, la situation financière, et les perspectives de la Société.

V. Attribution d'actions gratuites et *stock-options* aux dirigeants

111 400 actions gratuites ont été distribuées au management le 24 février 2020.

Les dirigeants s'engagent à conserver au nominatif une de ces actions au moins, et ce jusqu'à la date de cessation de leur fonction.

VI. Prises de participation au cours de l'exercice écoulé

Conformément aux dispositions de l'article L.233-6 du Code de commerce, nous vous informons que la Société n'a pris, au cours de l'exercice écoulé, aucune participation de plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers ou de la moitié dans le capital d'aucune société ayant son siège social sur le territoire de la République française ou s'est assuré le contrôle d'une telle société.

VII. Succursales

Conformément aux dispositions de l'article L.232-1, II du Code de commerce, nous vous informons que la Société ne détient aucune succursale.

VIII. Participations croisées et actions d'autocontrôle

Nous vous informons que la Société n'a réalisé aucune des opérations prévues aux articles L.233-29 et R.233-30 du Code de commerce.

IX. Information sur les délais de paiement

Conformément aux articles L.441-14 et D. 441-4 du Code de Commerce, nous vous informons qu'à la clôture de l'exercice clos au 30 septembre 2020, les informations sur les délais de paiement des fournisseurs et des clients sont les suivantes :

En milliers d'Euros	Article D. 441 I. - 1° du Code de commerce : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I. - 2° du Code de commerce : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	Non échu / 0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	Non échu / 0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	632					3 438	10 436					15 880
Montant total des factures concernées (TTC)	9 623	2 527	1 336	11	274	4 149	3 796	382	154	133	3 002	3 671
Pourcentage du montant total des achats (y compris immobilisations) de l'exercice (TTC)	7,63%	2,00%	1,06%	0,01%	0,22%	3,29%						
Pourcentage du chiffre d'affaires de l'exercice (TTC)							2,63%	0,26%	0,11%	0,09%	2,08%	2,55%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures exclues	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Montant total des factures exclues (TTC)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du Code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels						Délais contractuels					

X. Résultats des 5 derniers exercices

Conformément à l'articles R225-102 du Code de Commerce, vous trouverez ci-dessous le tableau du résultat des cinq derniers exercices :

En Euros	30/09/2020	30/09/2019	30/09/2018	30/09/2017	30/09/2016
I - Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	96 606	95 492	94 419	86 789	86 789
Nbre d'actions émises	9 660 573	9 549 173	9 441 905	8 678 865	8 678 865
II - Résultat global des opérations effectives					
Chiffre d'affaires hors taxes	120 185 541	96 456 656	87 195 974	76 779 443	67 798 576
Bénéfices avant impôt, amortissements et provisions	8 665 894	6 159 586	5 318 378	5 626 160	6 035 272
Impôts sur les bénéfices	2 770 465	1 593 367	1 462 477	1 476 795	1 849 141
Bénéfices après impôts, amortissements et provisions	5 462 501	3 211 614	2 849 565	3 221 413	3 455 112
Montant des bénéfices distribués	2 704 960	1 527 868	1 423 937	3 000 000	7 640 000
Notes	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
III - Résultat des opérations réduit à une seule action					
Bénéfice après impôt, mais avant amortissements et provisions	0,61	0,48	0,41	0,48	0,48
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	0,57	0,34	0,30	0,37	0,40
Dividende versé à chaque action	0,28	0,16	0,15	0,35	0,88
IV - Personnel					
Nombre de salariés	113	97	86	73	68
Montant de la masse salariale	4 556 163	4 043 548	3 581 300	3 177 583	2 862 494
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	2 317 733	1 806 079	1 659 027	1 217 681	1 132 274

(1) : La distribution de ce dividende au titre du résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2020 sera soumise à l'approbation de l'assemblée générale en date du 26 mars 2021

(2) : Au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019, la Société a distribué un dividende d'un montant de 1,5 M€ voté par l'assemblée générale ordinaire annuelle de la Société en date du 24 mars 2020

(3) : Au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018, la Société a distribué un dividende d'un montant de 1,4 M€ voté par l'assemblée générale ordinaire annuelle de la Société en date du 28 mars 2019

(4) : Au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2017, la Société a distribué un dividende d'un montant de 3,0 M€ voté par l'assemblée générale ordinaire annuelle de la Société en date du 9 mars 2018

(5) : Au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2016, la Société a distribué à ses actionnaires un montant total de 7,64 M€. Ce montant inclut une distribution de dividende d'un montant de 2,64 M€ votée par l'assemblée générale ordinaire annuelle de la Société en date du 29 mars 2017 et une distribution exceptionnelle de réserve d'un montant de 5M€ votée par l'assemblée générale ordinaire de la Société en date du 12 septembre 2017

XI. Observations du Comité social et économique

Le Comité social et économique n'a émis aucune observation en application des dispositions de l'article L 2312-18 du Code du travail.

XII. Rapport sur le gouvernement d'entreprise

A. Composition du Conseil d'administration

Nom, Prénom, Âge, Nationalité, Adresse professionnelle	Durée du mandat	Mandat et fonction principale exercée dans la Société
M. Hervé GIAOUI 9/11, rue Jacquard – 93315 Le Pré-Saint- Gervais CEDEX	<u>Première nomination</u> : 7 mai 2014 <u>Renouvellement</u> : 24 mars 2020 <u>Expiration</u> : Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2025	Président du Conseil d'administration
M. Sacha VIGNA 9/11, rue Jacquard – 93315 Le Pré-Saint- Gervais CEDEX	<u>Première nomination</u> : 7 mai 2014 <u>Renouvellement</u> : 24 mars 2020 <u>Expiration du mandat d'administrateur</u> : Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2025	Directeur général Administrateur
CAFOM S.A. représentée par M. Guy-Alain GERMON 9/11, rue Jacquard – 93315 Le Pré-Saint- Gervais CEDEX	<u>Première nomination</u> : 7 mai 2014 <u>Renouvellement</u> : 24 mars 2020 <u>Expiration</u> : Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2025	Administrateur
Mme Lucie CROUZET 9/11, rue Jacquard – 93315 Le Pré-Saint- Gervais CEDEX	<u>Première nomination</u> : 9 Mars 2018 <u>Expiration</u> : Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2023	Administratrice
Mme Oriane BENVENISTE PROFICHET Cambon Partners 28 Boulevard Malesherbes, 75008 Paris	<u>Première nomination</u> : 9 Mars 2018 <u>Expiration</u> : Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2023	Administratrice indépendante

En application des dispositions de l'article L. 225-37-4 du Code de commerce, vous trouverez ci-après la liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social de notre Société durant l'exercice :

Mandataire social	Mandats et fonctions exercés à la date du présent rapport annuel
M. Hervé GIAOUI	<p>A titre personnel :</p> <p><u>Président-Directeur Général de :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - CAFOM SA <p><u>Président de :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - CAFOM Distribution SAS - Fitness Leader SAS - Financière Darue SAS - Financière GM SAS - Rosiers 2020 SAS - Habitat Design Swiss SA - Comité stratégique d'Habitat Design International <p><u>Administrateur de :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - CAFOM SA - Foncière Volta SA* - TTom SA* - Financière HG SA - CAFOM Marketing et Services SA - UEI Investments Ltd. - Cafineo SA - Floreal SA - Habitat Design Swiss SA <p><u>Directeur général de :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Foncière Volta SA <p><u>Gérant de :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Immobilière des Rosiers SPRL - Avenir Investissement SARL - Immopres SARL - GH Invest EURL - Solar Estate EURL - CAFOM Caraibes SARL - L'Estagnet SCI - Grimaud L'Estagnet SCI - Location caraibes SARL - Location Ranelagh SCI - Immo Condor SCI - Fourrier Invest SCI - Privilege SCI - Musique Center SCI - La Bellevilloise SCI - Cinestar SCI - La Courbette SARL

Mandataire social	<i>Mandats et fonctions exercés à la date du présent rapport annuel</i>
	<ul style="list-style-type: none"> - Rouen Immo SCI - Amanda SCI - Criquet SNC
M. Sacha VIGNA	<u>Président de :</u> <ul style="list-style-type: none"> - MC Conseil SAS
CAFOM S.A. Représentée par M. Guy-Alain GERMON	A titre personnel : <u>Président de :</u> <ul style="list-style-type: none"> - La Guadeloupéenne de Distribution (LGD) SAS - La Dothémarienne de Distribution SAS - Compagnie Martiniquaise de Distribution (COMADI) SAS - Financière Caraïbe SAS - Deproge Restau SAS - Habitat Guyane SAS <u>Directeur général de :</u> <ul style="list-style-type: none"> - CAFOM Distribution SAS - La Bourbonnaise de Distribution SAS - La Cayennaise de Distribution SAS - Goubeyre Distribution SAS - Services des Iles du Nord SAS - DIN SASU - BG Foncière SARL <u>Directeur général délégué de :</u> <ul style="list-style-type: none"> - CAFOM SA <u>Gérant de :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Guyane Service Plus SARL - Chocar SARL - Les Calliendras SCI - GAG SCI - Gavalak SC - BG Immobilier SCI - Saint Kitts SCI - Pointe Couchée SCI - Guyane Mobilier SARL - Rapid Food SARL - GSP SARL - CAFOM Caraïbes SARL - Espace Import SARL <u>Membre de :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Comité Stratégique Habitat Design International SAS
Mme. Lucie CROUZET	<i>Néant</i>
Mme Oriane BENVENISTE PROFICHET	<i>Néant</i>

Renseignements personnels concernant les membres du Conseil d'administration de la Société :

Hervé GIAOUI (67 ans) : Hervé lance dans les années 70 la première franchise BUT couvrant la Guadeloupe, La Martinique et la Guyane. En 1987, il crée sa propre centrale d'achat CAFOM Distribution. En 2007, CAFOM acquiert auprès de Financière Caraïbe 7 magasins Conforama en zone Caraïbes et en Guyane. En 2009, CAFOM signe un accord stratégique avec BUT et devient fournisseur de l'ensemble des magasins BUT de métropole.

Sacha VIGNA (43 ans) : Sacha a commencé sa carrière en 1999 chez Babel@Stal en tant que Chef de projet senior. En 2003, il rejoint l'agence de marketing relationnel MRM Partners en tant que Directeur de clientèle et est chargé de la mise en place des stratégies et des plans d'actions e-CRM. Avec Hervé Giaoui, il fonde Vente-Unique.com en septembre 2005 dont il assure depuis la Direction générale. Sacha Vigna est diplômé de l'ESC Toulouse et d'un MBA de la Georgia State University.

Guy-Alain GERMON (60 ans) : Diplômé de l'école des Mines de Paris, Guy-Alain Germon est Directeur Général Délégué de CAFOM, notamment responsable du réseau outre-mer et des fonctions supports. Il est également président de la société Financière Caraïbe.

Lucie CROUZET (38 ans) : Lucie a commencé sa carrière en tant que chef de produit dans l'édition chez Flammarion puis aux Editions du Seuil avant de rejoindre Vente-Unique.com en 2008 en tant que Responsable *marketing* produits et occupe depuis 2010 le poste de Directrice marketing au sein de la Société. Lucie Crouzet est diplômée de l'ESC Reims (*Neoma Business School*).

Oriane BENVENISTE-PROFICHET (36 ans) : Oriane a commencé sa carrière en M&A chez Calyon puis Rothschild après avoir travaillé à Boston chez Solidworks (groupe Dassault System) en finance et en audit de fonds chez PWC. Elle rejoint Cambon Partners en 2010 où elle occupe le poste de Directrice M&A. Oriane est diplômée de l'ESC Reims (*Neoma Business School*).

B. Conventions réglementées

Aucune nouvelle convention réglementée n'a été conclue sur cet exercice clos le 30 septembre 2020.

C. Rémunération des mandataires sociaux

Les informations relatives aux mandataires sociaux correspondent aux rémunérations versées aux administrateurs, directeurs généraux, directeurs généraux délégués, membres du comité exécutif (COMEX) ou toute personne répondant à la définition de « key personnel » d'IAS 24.9.

	30/09/2020	30/09/2019
Rémunérations brutes	841 734	798 387
Jetons de présence	0	0
TOTAL	1 237 734	1 028 387

Il est prévu que Monsieur Sacha Vigna percevra, en cas de départ contraint de la Société, une indemnité de départ d'un montant égal à 300.000 €. En cas de cumul de l'indemnité de départ au titre du mandat social et d'une indemnité de licenciement au titre de son contrat de travail, le montant total perçu par Monsieur Sacha Vigna à ces différents titres sera globalement plafonné à 300.000 €. Le versement de cette indemnité sera soumis à la réalisation d'une condition de performance dont les termes ont été arrêtés par le Conseil d'administration de la Société.

D. Délégations en matière d'opérations sur le capital et utilisation sur l'exercice

Nature de la délégation	Assemblée générale / Durée de la délégation	Montant (en nominal) autorisé en capital	Montant utilisé au cours de l'exercice
Autorisation au conseil d'administration en vue de réduire le capital social de la Société par annulation des actions détenues en propre	24/03/2020 (8 ^{ème} résolution) - 26 mois	Dans la limite de 10% du capital social existant à la date de l'annulation	Néant
Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes ou toute autre somme dont la capitalisation serait admise	24/03/2020 (9 ^{ème} résolution) - 26 mois	20.000 euros ⁽¹⁾	1.114,00 euros
Délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission, <u>avec maintien du droit préférentiel de souscription</u> , d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre	24/03/2020 (10 ^{ème} résolution) - 26 mois	40.000 euros 50.000.000 euros	Néant
Délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, dans le cadre d'offres au public	24/03/2020 (11 ^{ème} résolution) - 26 mois	40.000 euros ⁽²⁾ 50.000.000 euros ⁽³⁾	Néant
Délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital et/ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, par placements privés visés à l'article L.411-2 II du Code monétaire et financier	24/03/2020 (12 ^{ème} résolution) - 26 mois	40.000 euros ⁽⁴⁾ 50.000.000 euros ⁽⁵⁾ Dans la limite de 20% du capital social sur une période de 12 mois	Néant

Nature de la délégation	Assemblée générale / Durée de la délégation	Montant (en nominal) autorisé en capital	Montant utilisé au cours de l'exercice
Autorisation au conseil d'administration en vue d'augmenter le montant des émissions avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription	24/03/2020 (14 ^{ème} résolution) - 26 mois	15% de l'émission initiale et plafond applicable à la résolution concernée ⁽⁶⁾	Néant
Autorisation au Conseil d'Administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société	24/03/2020 (7 ^{ème} résolution) - 18 mois	Limite de 10% du nombre des actions composant le capital social	169.727 titres (1,76% du capital social)
Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au profit de salariés et/ou mandataires sociaux de la Société ou des sociétés qui lui sont liées	28/03/2019 (7 ^{ème} résolution) - 38 mois	Limite de 10% du nombre des actions composant le capital social	Néant
Délégation de compétence au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social par émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit de catégories de personnes répondant à des caractéristiques déterminées conformément aux dispositions de l'article L.225-138 du Code de commerce ⁽⁷⁾	24/03/2020 (13 ^{ème} résolution) - 18 mois	40.000 euros ⁽⁴⁾	Néant
Délégation de compétence au conseil d'administration en vue d'augmenter le capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription par émission d'actions de la Société réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise	28/03/2019 (10 ^{ème} résolution) - 18 mois	40.000 euros ⁽⁴⁾	Néant

- (1) Ce plafond sera augmenté le cas échéant, de la valeur nominale des actions à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres donnant accès au capital de la Société
- (2) Ce montant constitue également le plafond global sur lequel s'imputeront toutes émissions de titres de créances réalisées en vertu des résolutions onze, douze, treize, quatorze et quinze
- (3) Ce montant constitue également le plafond global sur lequel s'imputeront toutes émissions de titres de créances réalisées en vertu des résolutions onze, douze, treize et quatorze
- (4) Ce montant s'impute sur le plafond global visé en (2)
- (5) Ce montant s'impute sur le plafond global visé en (3)
- (6) Etant précisé que le montant total des émissions d'actions ou de titres de créances pouvant être réalisées par usage de cette faculté d'extension sera respectivement d'un montant maximum de 40.000 euros et de 50.000.000 euros (en nominal). Toute émission ainsi réalisée s'imputant, en fonction, sur le plafond global visé en (2) ou en (3)
- (7) Les catégories de bénéficiaires visés par cette résolution sont : i) les personnes physiques qui souhaitent investir dans une société en vue de bénéficier d'une réduction d'impôt sur le revenu et ii) les sociétés qui investissent à titre habituel dans des petites et moyennes entreprises afin de permettre à leurs actionnaires ou associés de bénéficier d'une réduction de l'impôt sur le revenu.

XIII. Mandats des commissaires aux comptes

Les mandats du commissaire aux comptes titulaire et du commissaire aux comptes suppléant expirent tous deux après la clôture de l'exercice au 30 septembre 2022.

Comptes sociaux

(Exercice clos au 30 septembre 2020)

ACTIF

ACTIF		Exercice clos le 30/09/2020 (12 mois)		Exercice précédent 30/09/2019 (12 mois)			
		Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé	(0)						
Actif Immobilisé							
Frais d'établissement							
Recherche et développement							
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires		6 329 220	5 139 283	1 189 936	2,41	1 165 434	3,88
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles		387 029		387 029	0,76	108 600	0,29
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles							
Terrains							
Constructions							
Installations techniques, matériel & outillage industriels		148 465	77 961	70 505	0,14	88 929	0,23
Autres immobilisations corporelles		2 501 281	1 752 571	748 709	1,51	178 040	0,47
Immobilisations en cours							
Avances & acomptes							
Participations évaluées selon mise en équivalence							
Autres Participations							
Créances rattachées à des participations							
Autres titres immobilisés		34 940		34 940	0,07	34 940	0,09
Prêts							
Autres immobilisations financières		1 348 070		1 348 070	2,73	1 414 053	3,74
TOTAL (I)		10 749 004	6 969 815	3 779 189	7,84	2 989 997	7,90
Actif circulant							
Matières premières, approvisionnements							
En cours de production de biens							
En cours de production de services							
Produits intermédiaires et finis							
Marchandises		20 132 301	1 252 912	18 879 389	38,16	17 396 753	45,96
Avances & acomptes versés sur commandes							
Clients et comptes rattachés		7 556 573	2 431 124	5 125 449	10,36	5 474 224	14,49
Autres créances							
. Fournisseurs débiteurs							
. Personnel		2 638		2 638	0,01	2 638	0,01
. Organismes sociaux		11 088		11 088	0,02	11 573	0,03
. Etat, impôts sur les bénéfices							
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires		1 569 934		1 569 934	3,17	1 160 799	3,07
. Autres		1 115 226		1 115 226	2,26	106 175	0,28
Capital souscrit et appelé, non versé							
Valeurs mobilières de placement		806 488		806 488	1,63	171 458	0,45
Instruments financiers à terme et jetons détenus							
Disponibilités		17 995 354		17 995 354	38,38	10 388 426	27,45
Charges constatées d'avance		185 227		185 227	0,37	147 093	0,39
TOTAL (II)		49 374 827	3 684 036	45 690 791	92,36	34 859 139	92,10
Charges à répartir sur plusieurs exercices	(III)						
Primes de remboursement des obligations	(IV)						
Ecart de conversion et différences d'évaluation actif	(V)						
TOTAL ACTIF (0 à V)		60 123 832	10 653 852	49 469 980	100,00	37 849 136	100,00

PASSIF

PASSIF	Exercice clos le 30/09/2020 (12 mois)	Exercice précédent 30/09/2019 (12 mois)
Capitaux propres		
Capital social ou individuel (dont versé :)	96 606 0,20	95 492 0,20
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	6 312 662 12,76	6 312 662 16,88
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	9 649 0,02	9 549 0,02
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	7 635 819 15,64	5 943 384 16,70
Résultat de l'exercice	5 462 501 11,04	3 211 614 6,49
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	19 517 236 38,45	15 572 701 61,16
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL (II)		
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (III)		
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
. Emprunts	2 232 560 4,51	386 088 1,02
. Découverts, concours bancaires		
Emprunts et dettes financières diverses		
. Divers	5 451 0,01	949 0,00
. Associés		502 221 1,33
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 971 466 32,29	14 851 682 39,24
Dettes fiscales et sociales		
. Personnel	1 057 166 2,14	701 982 1,85
. Organismes sociaux	794 368 1,61	396 167 1,05
. Etat, impôts sur les bénéfices	953 025 1,93	366 544 0,97
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	2 971 029 6,01	1 358 375 3,59
. Etat, obligations cautionnées		
. Autres impôts, taxes et assimilés	322 723 0,65	215 781 0,57
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 145 439 2,32	659 347 1,76
Instruments financiers à terme		
Produits constatés d'avance	4 466 370 8,83	2 770 077 7,32
TOTAL (IV)	29 919 597 60,48	22 209 216 56,86
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif (V)	33 147 0,07	67 219 0,16
TOTAL PASSIF (I à V)	49 469 980 100,00	37 849 136 100,00

COMPTES DE RESULTAT (1/2)

COMPTÉ DE RÉSULTAT				Exercice clos le 30/09/2020 (12 mois)		Exercice précédent 30/09/2019 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)		%	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%			
Ventes de marchandises	99 020 119	1 376 427	100 396 547	83,33	79 368 681	82,28	21 027 866	26,05			
Production vendue biens											
Production vendue services	19 788 994		19 788 994	16,67	17 087 975	17,72	2 701 019	15,61			
Chiffres d'Affaires Nets	118 809 114	1 376 427	120 185 541	100,00	96 456 656	100,00	23 728 885	24,80			
Production stockée			496 578	0,41	213 343	0,22	283 235	132,76			
Production immobilisée											
Subventions d'exploitation											
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges			398 963	0,33	-4 108	0,00	403 071	N/S			
Autres produits			7 310	0,01	24 354	0,03	-17 044	-68,97			
Total des produits d'exploitation (I)			121 088 392	100,75	96 690 245	100,24	24 398 147	25,23			
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			58 106 704	48,36	50 518 483	52,37	7 588 221	15,02			
Variation de stock (marchandises)			-1 058 698	-0,87	-3 515 833	-3,63	2 457 135	68,89			
Achats de matières premières et autres approvisionnements											
Variation de stock (matières premières et autres approv.)											
Autres achats et charges externes			45 539 363	37,89	35 652 971	36,86	9 886 392	27,73			
Impôts, taxes et versements assimilés			585 710	0,49	464 997	0,48	120 713	25,96			
Salaires et traitements			4 556 163	3,79	4 043 548	4,19	512 615	12,88			
Charges sociales			2 317 733	1,93	1 806 079	1,87	511 654	28,33			
Dotations aux amortissements sur immobilisations			594 316	0,49	443 839	0,46	150 477	33,90			
Dotations aux provisions sur immobilisations											
Dotations aux provisions sur actif circulant			398 356	0,33	906 953	0,94	-508 597	-66,97			
Dotations aux provisions pour risques et charges											
Autres charges			882 327	0,73	554 917	0,58	327 410	58,00			
Total des charges d'exploitation (II)			111 921 972	93,12	90 875 955	94,21	21 046 017	23,16			
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			9 166 420	7,63	5 814 290	6,03	3 352 130	57,65			
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun											
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)											
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)											
Produits financiers de participations			-4 326	0,00			-4 326	N/S			
Produits des autres valeurs mobilières et créances			10	0,00	587	0,00	-577	-98,39			
Autres intérêts et produits assimilés			821	0,00			821	N/S			
Reprises sur provisions et transferts de charges			135 805	0,11			135 805	N/S			
Différences positives de change			132 741	0,11	9 949	0,01	122 792	N/S			
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement			663 955	0,56	204 809	0,21	459 146	224,18			
Total des produits financiers (V)			929 006	0,77	215 345	0,22	713 661	391,60			
Dotations financières aux amortissements et provisions					3 813	0,00	-3 813	-100,00			
Intérêts et charges assimilées			65 101	0,06	58 500	0,06	6 601	11,38			
Différences négatives de change					27 574	0,03	-27 574	-100,00			
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements			729 678	0,61	372 026	0,39	357 652	96,16			
Total des charges financières (VI)			794 779	0,86	461 913	0,48	332 866	72,06			
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)			134 227	0,11	-246 568	-0,25	380 795	154,66			
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			9 300 647	7,74	5 567 722	5,77	3 732 925	67,65			

COMPTE DE RESULTAT (2/2)

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 30/09/2020 (12 mois)		Exercice précédent 30/09/2019 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			48 835	0,35	-48 835	-100,00
Produits exceptionnels sur opérations en capital	600	0,00	600	0,00		0,00
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Total des produits exceptionnels (VII)	600	0,00	49 435	0,35	-48 835	-98,76
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	341 119	0,28	336 790	0,35	4 329	1,29
Charges exceptionnelles sur opérations en capital						
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions						
Total des charges exceptionnelles (VIII)	341 119	0,28	336 790	0,35	4 329	1,29
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-340 518	-0,27	-287 355	-0,29	-53 163	-18,49
Participation des salariés (IX)	727 163	0,61	475 385	0,49	251 778	52,86
Impôts sur les bénéfices (X)	2 770 465	2,31	1 593 367	1,65	1 177 098	73,87
Total des Produits (I+III+V+VII)	122 017 999	101,30	96 955 024	100,50	25 062 975	25,85
Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	116 555 498	96,98	93 743 410	97,19	22 812 088	24,33
RÉSULTAT NET	5 462 501	4,55	3 211 614	3,33	2 250 887	70,09
	<i>Bénéfice</i>		<i>Bénéfice</i>			
Dont Crédit-bail mobilier	18 187	0,02	15 527	0,02	2 660	17,13
Dont Crédit-bail immobilier						

ANNEXE

2.	FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	78
3.	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	79
4.	REGLES ET METHODES COMPTABLES	79
4.1.	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	79
4.2.	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	80
4.3.	STOCKS	80
4.4.	CREANCES	80
4.5.	DISPONIBILITES	81
4.6.	OPERATIONS EN DEVISES	81
4.7.	INDEMNITES DE DEPART EN RETRAITE	81
4.8.	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	82
4.9.	CHANGEMENTS DE METHODE	82
5.	COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT	82
5.1.	ETAT DES IMMOBILISATIONS	82
5.2.	ETAT DES AMORTISSEMENTS	83
5.3.	ETAT DES PROVISIONS	84
5.4.	ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES	85
5.5.	ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN	87
5.6.	PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR	87
5.7.	CHARGES A PAYER ET AVOIRS A ETABLIR	88
5.8.	CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	88
5.9.	COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL	88
5.9.1.	COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL	88
5.9.2.	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	89
5.10.	VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES NET	89
5.11.	VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES	89
5.12.	RESULTAT EXCEPTIONNEL	90
5.13.	ENGAGEMENTS FINANCIERS	90
5.13.1.	ENGAGEMENTS DONNES	90
5.13.2.	ENGAGEMENTS REÇUS	90
5.14.	ACCROISSEMENTS ET ALLEGEMENTS DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS	91
5.15.	CREDIT-BAIL MOBILIER	91
5.16.	REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS	92
5.17.	EFFECTIF MOYEN	92
5.18.	ENGAGEMENTS PRIS EN MATIERE DE PENSIONS, RETRAITES ET ENGAGEMENTS ASSIMILES	92
5.19.	IDENTITE DES SOCIETES-MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE	92
5.20.	TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATION	92

ANNEXE

1. Informations générales

Au bilan avant répartition du résultat de l'exercice clos le 30/09/2020 dont le total est de 49 469 980 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 5 462 501 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2019 au 30/09/2020.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/10/2018 au 30/09/2019.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

2. Faits caractéristiques de l'exercice

- **Impact de la crise sanitaire**

Après un 1^{er} semestre en croissance modérée du fait de l'émergence de la crise sanitaire (difficultés temporaires d'approvisionnement en Asie puis choc lié au 1^{er} confinement), le 2nd semestre a marqué une accélération très nette du mouvement déjà engagé de mutation du marché européen du meuble des magasins vers les acteurs du e-commerce. Vente-Unique.com a ainsi vu son taux de croissance monter à plus de 40% sur toute la 2nde moitié de l'exercice.

- **Optimisation des activités logistiques**

Cette accélération de la croissance a été rendue possible par la parfaite gestion des cycles d'approvisionnement et le succès de la nouvelle stratégie logistique. Pour rappel, après l'extension de la capacité de stockage de sa plateforme d'Amblainville (Oise), passée de 27 000 m² à 60 000 m², et l'optimisation de l'ensemble des process, Vente-Unique.com a finalisé, durant l'été 2020, l'internalisation de la logistique au sein de sa maison-mère.

Ainsi, au 2^{ème} semestre 2020, la société a été capable d'absorber la forte accélération de la demande tout en améliorant sensiblement ses indicateurs de satisfaction client.

- **Augmentation de capital liée à l'attribution d'actions gratuites**

Par décision du conseil d'administration du 21 février 2018, il avait été décidé d'attribuer 113 442 actions gratuites aux salariés et/ou mandataires sociaux. Cette attribution est devenue définitive au terme d'une période d'acquisition d'une durée de deux ans, période pendant laquelle les bénéficiaires ne sont pas propriétaires des actions et des droits de vote qui s'y rattachent. A l'issue de ce délai, soit le 22 février 2020, les actions ont été définitivement attribuées à leurs bénéficiaires mais demeurent incessibles pendant une nouvelle durée de deux ans.

Il a ainsi été constaté que sur les 113 442 actions attribuées, 111 400 actions remplissent les conditions d'attribution définitive.

L'augmentation du capital social induite de 1 114,00€ a été réalisée en date du 24 février 2020 par prélèvement sur le compte de report à nouveau.

- **Obtention d'un prêt garanti par l'état (PGE)**

La société a sollicité et obtenu un prêt garanti par l'Etat (PGE) de 2 M€.

3. Evènements postérieurs à la clôture

La poursuite de l'épidémie de Covid 19 a conduit le Gouvernement à mettre en place un second confinement à compter du 29 octobre 2020 ce qui a amené Vente-unique.com à prendre des mesures de télétravail partiel pour protéger ses salariés. Dans ce contexte, les premières semaines de l'exercice ouvert au 1er octobre 2020 ont témoigné d'une poursuite de la très bonne dynamique commerciale, sur un rythme sensiblement supérieur à celui du 2nd semestre 2019-2020.

4. Règles et méthodes comptables

Les comptes sociaux de SA Vente-Unique sont établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels et en application du Règlement ANC 2018-01 et des règlements ANC 2015-06 et 2016-07.

Les conventions générales comptables, qui ont pour objet de fournir une image fidèle de l'entreprise, ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les éléments d'actif et de passif sont évalués selon la méthode du coût historique.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

4.1. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition s'agissant d'actifs acquis à titre onéreux et sont constitués de fichiers d'adresses mails.

Les fichiers clients comprennent des listes d'adresses mails qualifiées (CSP et habitudes de consommation de la clientèle) acquises à l'extérieur et qui contribuent à la génération du chiffre d'affaires du site Vente-Unique, à l'appui d'opérations marketing et commerciales ciblées. Les amortissements pratiqués relèvent d'une appréciation du Management qui considère que les fichiers concernés produisent des effets commerciaux qui disparaissent au-delà de la 5^{ème} année.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

Comptes sociaux

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif ;
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques et droits similaires	de 01 à 03 ans
Sites Internet	05 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

L'entreprise se réserve la possibilité d'utiliser l'amortissement fiscal dérogatoire (1 an pour les logiciels, selon le mode dégressif pour les biens y ouvrant droit) au cas par cas.

La comptabilisation des dotations aux amortissements est réalisée dans un sous compte 68.

4.2. Immobilisations financières

Les immobilisations financières représentent les dépôts et cautionnements ainsi que les titres immobilisés. Ils figurent au bilan pour leur valeur de souscription ou coût d'acquisition.

4.3. Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré premier sorti.

La valeur brute des marchandises comprend le prix d'achat et les frais d'approche évalués de manière statistique. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur déterminée comme ci-dessus.

Le montant du stock net de provisions pour dépréciation s'élève à 18 879 389 €.

4.4. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les provisions pour créances douteuses sont déterminées en fonction du risque encouru selon l'état des dossiers.

En accord avec le règlement CRC n°2000-06 sur les passifs, toute obligation de la Société à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimé avec une fiabilité suffisante et donnant lieu à sortie probable de ressource sans contrepartie, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

4.5. Disponibilités

Les disponibilités comprennent les espèces, les valeurs assimilables et valeurs à l'encaissement en banque et en caisse.

Les disponibilités sont évaluées à leur valeur nominale.

4.6. Opérations en devises

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision en totalité.

Le cout d'acquisition des marchandises est libellé essentiellement en dollars dont le cours fluctue. Le prix de revient du stock non vendu à la date de clôture est corrigé de l'effet de change

4.7. Indemnités de départ en retraite

Les droits acquis par les salariés au titre des indemnités de départ à la retraite déterminées en fonction de leur ancienneté ne sont pas provisionnés mais font l'objet d'une évaluation donnée en engagements hors bilan. Les engagements de la société sont évalués par des actuaires indépendants et font l'objet d'une information en annexe.

Date d'évaluation : 30/09/2020

Age de départ à la retraite : 67 ans

Taux d'actualisation : 0,59%

Décroissance faible

Turn-over moyen

Taux charges (DV) : variable selon taux propre à chaque société

Le montant de l'engagement s'élève à 281 677 € au 30 septembre 2020 contre 286 080 € au 30 septembre 2019 soit une baisse de 4 403 €. Le cout du service de la dette est de + 45 102 € et l'effet actuariel de – 49 505 €.

4.8. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour remise en état de site, pour couts de restructuration et pour actions en justice sont comptabilisées lorsque :

- l'entreprise est tenue par une obligation juridique ou implicite découlant d'évènements passés ;
- il est probable qu'une sortie de ressources, sans contrepartie au moins équivalente, sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- et le montant de la provision peut être estimé de manière fiable.

4.9. Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

5. Compléments d'information relatifs au bilan et au compte de résultat

5.1. Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS	
Frais d'établissement, recherche et développement	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	5 995 540		720 709			6 716 249
Terrains	-		-			-
Constructions sur sol propre	-		-			-
Constructions sur sol d'autrui	-		-			-
Installations générales, agencements, constructions	-		-			-
Installations techniques, matériel et outillages industriels	148 465		-			148 465
Autres installations, agencements, aménagements	1 182 891		623 549			1 806 440
Matériel de transport	-		-			-
Matériel de bureau, informatique, mobilier	589 607		105 234			694 841
Emballages récupérables et divers	-		-			-
Immobilisations corporelles en cours	-		-			-
Avances et acomptes	-		-			-
TOTAL	1 920 963	-	728 783	-	-	2 649 746
Participations évaluées par équivalence	-		-			-
Autres participations	-		-			-
Autres titres immobilisés	34 940		-			34 940
Prêts et autres immobilisations financières	1 414 053		27 459		-93 443	1 348 070
TOTAL	1 448 993	-	27 459	-	-93 443	1 383 010
TOTAL GENERAL	9 365 496	-	1 476 951	-	-93 443	10 749 004

5.2. Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Éléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche	-			-
Autres immobilisations incorporelles	4 721 505	417 778		5 139 283
Terrains	-	-		-
Constructions sur sol propre	-	-		-
Constructions sur sol d'autrui	-	-		-
Installations générales, agencements constructions	-	-		-
Installations techniques, matériel et outillages industriels	59 537	18 424		77 961
Installations générales, agencements divers	1 050 826	124 633		1 175 459
Matériel de transport	-	-		-
Matériel de bureau, informatique, mobilier	543 631	33 481		577 113
Emballages récupérables et divers	-	-		-
TOTAL	1 653 994	176 538	-	1 830 532
TOTAL GENERAL	6 375 499	594 316	-	6 969 815

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. Dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exceptionnel	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche	-				
Autres immobilisations incorporelles	417 778				
Terrains	-				
Constructions sur sol propre	-				
Constructions sur sol d'autrui	-				
Installations générales, agencements constructions	-				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	18 424				
Installations générales, agencements divers	124 633				
Matériel de transport	-				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	33 481				
Emballages récupérables et divers	-				
TOTAL	176 538	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	594 316	-	-	-	-

5.3. Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements	-			-
Pour investissement	-			-
Pour hausse des prix	-			-
Amortissements dérogatoires	-			-
Dont majorations exceptionnelles de 30%	-			-
Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92	-			-
Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92	-			-
Pour prêts d'installation	-			-
Autres provisions réglementées	-			-
TOTAL Provisions réglementées	-	-	-	-
Pour litiges	-			-
Pour garanties données clients	-			-
Pour pertes sur marchés à terme	-			-
Pour amendes et pénalités	-			-
Pour pertes de change	-			-
Pour pensions et obligations	-			-
Pour impôts	-			-
Pour renouvellement immobilisations	-			-
Pour grosses réparations	-			-
Pour charges sur congés payés	-			-
Autres provisions	-			-
TOTAL Provisions	-	-	-	-
Sur immobilisations incorporelles	-			-
Sur immobilisations corporelles	-			-
Sur titres mis en équivalence	-			-
Sur titres de participation	-			-
Sur autres immobilisations financières	-			-
Sur stocks et en-cours	1 676 850		-423 938	1 252 912
Sur comptes clients	2 032 768	398 356		2 431 124
Autres dépréciations	135 805		-135 805	-
TOTAL Dépréciations	3 845 423	398 356	-559 743	3 684 036
TOTAL GENERAL	3 845 423	398 356	-559 743	3 684 036
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation		398 356	-423 938	
- financières			-135 805	
- exceptionnelles				

5.4. *Etat des échéances des créances et des dettes*

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Prêts et autres immobilisations financières	1 348 070		1 348 070
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	7 556 573	7 556 573	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	2 638	2 638	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	11 088	11 088	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A	1 569 934	1 569 934	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés	392 338	392 338	
Débiteurs divers	722 888	722 888	
Charges constatées d'avance	185 227	185 227	
TOTAL GENERAL	11 788 754	10 440 684	1 348 070
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	Un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-			
Autres emprunts obligataires	-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :	-			
- à 1 an maximum	2 232 560	357 491	1 875 068	
- plus d'un an	-	-		
Emprunts et dettes financières divers	5 451	5 451		
Fournisseurs et comptes rattachés	15 971 466	15 971 466		
Personnel et comptes rattachés	1 057 166	1 057 166		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	794 368	794 368		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices	953 025	953 025		
- T.V.A	2 971 029	2 971 029		
- Obligations cautionnées	-			
- Autres impôts et taxes	322 723	322 723		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-			
Groupe et associés	-	-		
Autres dettes	1 145 439	1 145 439		
Dette représentative de titres empruntés	-			
Produits constatés d'avance	4 466 370	4 466 370		
TOTAL GENERAL	29 919 597	28 044 528	1 875 068	-
Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 000 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	153 528			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

5.5. *Eléments relevant de plusieurs postes du bilan*

(Entreprises liées ou avec lesquelles la Société a un lien de participation)

	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes et créances représentées par des effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société a lien de participation	
Autres immobilisations financières	1 250 706		
Créances clients et comptes rattachés			
Autres créances	975 801		
Emprunts et dettes financières divers			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 784 646		
Dettes fiscales et sociales			
Autres dettes			
Produits Financiers de participations	4 326		

5.6. *Produits et avoirs à recevoir*

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	89 787
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	33 200
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	122 987

5.7. Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	5 451
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	334 362
Dettes fiscales et sociales	1 655 886
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	1 088 610
TOTAL	3 084 309

5.8. Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	185 227	4 466 370
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	185 227	4 466 370

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

Les produits constatés d'avance correspondent aux commandes non livrées à la date de clôture.

5.9. Composition du capital social

5.9.1. Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale	Capital social
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	9 549 173	0,01	95 492
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice	111 400	0,01	1 114
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice			
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	9 660 573	0,01	96 606

5.9.2. Variation des capitaux propres

	30/09/2019	Affectation / résultat	Dividende	Autres mouvements	30/09/2020
Capital	95 492			1 114	96 606
Prime d'émission	6 312 662				6 312 662
Prime de fusion	-				-
Réserve légale	9 549	100			9 649
Autres réserves	-				-
Report à nouveau	5 943 384	1 665 822	27 727	-1 114	7 635 819
Acompte sur dividende	-				-
Résultat	3 211 614	-1 665 922	-1 545 692		-
Provisions réglementées	-				-
TOTAL	15 572 701	-	-1 517 965	-	14 054 736

Résultat au 30/09/2020 5 462 501

**Total des capitaux
propres 19 517 237**

5.10. Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	100 396 547
Ventes de produits finis	
Prestations de services	19 788 994
TOTAL	120 185 541

Répartition par marché géographique	Montant
France	67 799 260
Etranger	52 386 281
TOTAL	120 185 541

5.11. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat Avant Impôts	Impôts	Résultat après Impôts
Résultat courant	9 300 647		
Résultat Exceptionnel (et participation)	-1 067 681		
Résultat Comptable	8 232 966	2 770 465	5 462 501

5.12. *Résultat exceptionnel*

Le résultat exceptionnel (-340 518 €) correspond à :

- Surcoûts liés à l'internalisation de la logistique = - 102 912 €
- Coûts incrémentaux de la crise sanitaire = - 165 102 €
- Charges non récurrentes = -72 504 €

5.13. *Engagements financiers*

5.13.1. *Engagements donnés*

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	78 400
Engagements de location simple en tant que bailleur	11 998 643
Autres engagements donnés : CAFOM SA	
Engagements en matière de retraite	281 677
TOTAL	12 358 720
Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	

5.13.2. *Engagements reçus*

Engagements reçus	Montant
Avals, cautions et garanties :	
Autres engagements reçus :	
TOTAL	-
Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	
- les participations	
- les autres entreprises liées	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	

5.14. Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Nature des différences temporaires	Montant en base
ACCROISSEMENTS	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation :	
- Participation N	727 163
- Effort construction N	17 899
- Organic N	126 000
TOTAL ACCROISSEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS	871 062
ALLEGEMENTS	
Provisions déductibles :	
- Participation N-1	475 385
- Effort construction N-1	17 133
- Organic N-1	90 000
TOTAL ALLEGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPOTS	582 518
Amortissements réputés différés	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	

5.15. Crédit-bail mobilier

VALEUR BRUTE	Immobilisations financées par crédit-bail
Solde au 30/09/2019	2 283 887
Augmentation	-
Diminution	
Solde au 30/09/2020	2 283 887

VALEUR AMORTISSEMENT	Immobilisations financées par crédit-bail
Solde au 30/09/2019	631 144
Augmentation	332 407
Diminution	
Solde au 30/09/2020	963 551

VALEUR NETTE COMPTABLE	Immobilisations financées par crédit-bail
Solde au 30/09/2019	1 652 743
Augmentation	-332 407
Diminution	-
Solde au 30/09/2020	1 320 336

5.16. Rémunérations des dirigeants

	30/09/2020	30/09/2019
Rémunérations brutes	841 734	798 387
Jetons de présence	0	0
TOTAL	1 237 734	1 028 387

5.17. Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	46	
Employés	67	
TOTAL	113	0

5.18. Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

Engagements	Dirigeants	Autres	Provisions
Pensions et indemnités assimilées			
Compléments de retraite pour personnel en activité			
Compléments de retraite et indemnités assimilées pour personnel à la retraite			
Indemnités de départ à la retraite et autres indemnités pour personnel en activité			281 677
TOTAL	0	0	281 677

5.19. Identité des sociétés-mères consolidant les comptes de la société

SA CAFOM
3 avenue HOCHÉ
75008 PARIS
Société Anonyme au capital de 47 912 776,20 euros
% de détention de la SA VENTE UNIQUE : 62,87 %

5.20. Tableau des filiales et participation

Néant

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes sociaux

(Exercice clos au 30 septembre 2020)

VENTE-UNIQUE.COM

Société Anonyme

**Siège Social
9, rue Jacquard
93310 LE PRE SAINT GERVAIS**

RCS BOBIGNY B 484 922 778

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 septembre 2020

VENTE-UNIQUE.COM

Société Anonyme

**Siège Social
9, rue Jacquard
93310 LE PRE SAINT GERVAIS**

RCS BOBIGNY B 484 922 778

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 septembre 2020

A l'assemblée générale de la société Vente-Unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Vente-Unique relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} octobre 2019 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

1. Evaluation du stock

Le stock net de provisions pour dépréciation, dont le montant figure au bilan au 30 septembre 2020, s'établit à 18 879 389 euros. La note « 4.3 - Stocks » de l'annexe expose les règles et méthodes d'évaluation des stocks.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société Vente-Unique, décrite dans la note « 4.3 - Stocks » de l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests sur la valeur nette de réalisation pour vérifier par sondage l'application de cette approche.

2. Evaluation des créances

La société constitue des provisions pour dépréciation de ses créances clients selon les modalités décrites dans la note « 4.4 - Créances » de l'annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société Vente-Unique, décrite dans la note « 4.4 - Créances » de l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de cette approche.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes sociaux

3. Comptes de régularisation passif

Les comptes de régularisation passif, dont le montant figure au bilan au 30 septembre 2020, s'établissent à 4 466 370 euros. La note « Charges et produits constatés d'avance » de l'annexe expose les règles et méthodes d'évaluation des produits constatés d'avance.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société Vente-Unique, décrite dans la note « Charges et produits constatés d'avance » de l'annexe, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests sur la valeur nette de réalisation pour vérifier par sondage l'application de cette approche.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français et de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes sociaux

Fait à Paris, le 28 janvier 2021

Le Commissaire aux comptes

Concept Audit & Associés
Laurence LE BOUCHER